

Rapport sur le développement dans le monde **2007**

*Le développement et
la prochaine génération*

Abrégé

Banque mondiale
Washington



© 2006 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale

1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés.

1 2 3 4 09 08 07 06

Le présent document résume le Rapport sur le développement dans le monde 2007, réalisé par les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Les observations, interprétations et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les vues des Administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans la présente publication. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent, de la part de la Banque mondiale, aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que la Banque mondiale reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. La publication ou la transmission d'une partie ou de l'intégralité de la présente publication constitue une violation de la loi applicable. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, normalement, accorde sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire ou de réimprimer toute partie de cette publication, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site web : www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; par télécopie, au 202-522-2422 ; ou par courriel : pubrights@worldbank.org.

Maquette de couverture : Chris Lester de Rock Creek Creative, Inc.

Photos de couverture par Paul Olaja. Artiste de 19 ans, Olaja est étudiant à l'université de Kyambogo à Kampala en Ouganda. Dans ses peintures, il représente les nombreux aspects de la jeunesse : des jeunes utilisant le théâtre pour partager leur riche culture, travaillant avec acharnement pour survivre et évoluant pour assumer leurs rôles d'adulte. Il peint le rôle central des femmes, la diversité dans le monde et la manière dont les jeunes s'efforcent d'en faire partie. Selon ses propres termes « les jeunes doivent faire quelque chose pour que le monde tienne. ».

Les parents d'Olaja sont morts du VIH/SIDA quand il était adolescent. L'art est sa passion et il entend s'en servir pour partager les histoires de son pays et aider d'autres jeunes qui sont dans le besoin en Afrique.

ISBN-10: 0-8213-6802-8
ISBN-13: 978-0-8213-6802-2

Table des matières du Rapport sur le développement dans le monde 2007

Abrégé

Partie I

Pourquoi maintenant et comment ?

1 Les jeunes, la réduction de la pauvreté et la croissance

En vedette : Différences de données démographiques

2 Opportunités, aptitudes et secondes chances : Un cadre de politique générale

En vedette : Un filtre sexospécifique sur la lentille jeunesse

Partie II

Transitions

3 Apprendre pour le travail et la vie

En vedette : Les jeunes Vietnamiens : gérer la prospérité

4 Accès au marché du travail

En vedette : Les poussées démographiques s'accompagnent-elles d'une forte expansion de l'emploi ? Pas dans les pays membres de l'OCDE

5 Grandir en bonne santé

En vedette : Atténuer les disparités entre les jeunes du Brésil

6 Constitution de la famille

7 Exercice du civisme

En vedette : Rebâtir les vies et les institutions — Sierra Leone

Partie III

À travers les phases marquantes de l'existence

8 Mobilité et communication à travers les frontières

En vedette : Ce que peuvent faire les bailleurs de fonds

9 Les politiques en faveur des jeunes : Agir et partir du bon pied

En vedette : La balle est dans le camp des jeunes — passer à l'action pour le développement

Bibliographie

Notes

Références

Indicateurs

Avant-propos

Le moment n'a jamais été aussi propice pour investir dans les jeunes vivant dans les pays en développement — tel est le message du *Rapport sur le développement dans le monde* de cette année, le vingt-neuvième de la série. Le nombre de jeunes de 12 à 24 ans a atteint 1,3 milliard, le niveau le plus élevé de l'histoire. Ce groupe est aussi en meilleure santé et le mieux instruit — un solide fondement à mettre à profit dans un monde qui exige plus que des qualifications de base.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les travailleurs, les chefs d'entreprise, les parents, les citoyens actifs et les dirigeants de demain. Et, du fait de la baisse de la fécondité, ils auront moins d'enfants que leurs parents lorsqu'ils deviendront adultes. Cette évolution donnera un coup de fouet à la croissance — en relevant la proportion de la population active et en améliorant l'épargne des ménages. Les pays riches comme les pays pauvres doivent tirer parti de cette opportunité avant que le vieillissement des sociétés n'y mette fin. Ils pourront ainsi accélérer leur croissance et faire reculer davantage la pauvreté.

Le présent Rapport examine cinq événements marquants de l'existence des jeunes qui peuvent permettre d'exploiter leur potentiel, grâce à des interventions judicieuses des pouvoirs publics : l'apprentissage, le travail, le maintien de la bonne santé, la constitution de la famille et l'exercice du civisme. Dans chacune de ces phases, les pouvoirs publics doivent non seulement accroître directement les investissements mais aussi mettre en place un cadre qui permette aux jeunes et à leurs familles d'investir en eux-mêmes. Le Rapport détermine trois grandes orientations pour aider les jeunes à se développer et apporter leur contribution à la société : *accroître les opportunités, renforcer les aptitudes et donner une seconde chance.*

L'investissement dans les jeunes représente pour la Banque un moyen efficace de s'acquitter de sa mission primordiale de lutte contre la pauvreté. Mais cet investissement constitue aussi un défi pour les pouvoirs publics de tous les pays, riches ou pauvres. J'espère que ce Rapport contribuera à relever ce défi en rendant publics les résultats obtenus par les pays dont les jeunes, appuyés par de bonnes mesures et institutions, sont parvenus non seulement à s'en tirer mais à prospérer — et ce faisant, contribuer à assurer un avenir d'espoir et d'opportunités pour toutes les générations.



Paul D. Wolfowitz
Président
Banque mondiale



Abrégé

Sa prestation était époustouflante. Géorgia, 15 ans, une pauvre enfant de la rue, élève ratée et actrice potentielle, venait d'émouvoir jusqu'aux larmes les membres, qui ont vu bien des pays, d'une mission d'aide au développement visitant un foyer de transition pour jeunes filles à Recife au Brésil. Elle jouait le rôle d'une jeune fille maltraitée dans une pièce de théâtre allégorique, où elle se voit en rêve aux prises avec les difficultés de sa vie : l'absence d'attention de sa famille, la difficulté à rester à l'école, la pression exercée par l'entourage pour l'emmener à renifler la colle, les avances indésirables des hommes, le travail de femme de ménage à temps partiel. Il lui était peut-être facile de jouer ce rôle parce qu'il était un reflet si fidèle de sa propre vie... mais elle était aussi bourrée de talent.

À la fin de la pièce, elle a parlé aux visiteurs étrangers. L'actrice en herbe était redevenue l'adolescente timide, mal à l'aise, maladroite qu'elle était encore. Elle était reconnaissante pour la possibilité qui lui était offerte de développer son art dans un lieu sûr tout en améliorant ses aptitudes de lecture et d'écriture et ses connaissances des problèmes pratiques de la vie. Elle se préoccupait de son avenir, en particulier comment trouver la motivation nécessaire pour supporter les classes ennuyeuses auxquelles elle se rendait parfois à l'école publique. Mais pour la première fois dans sa jeune existence, elle avait de l'espoir.

De l'autre côté de l'océan, à Freetown en Sierra Leone, Simeon, 23 ans, se demandait ce qu'il allait faire ensuite. Les 15 dernières années, sa vie avait été perturbée par la longue guerre civile. Sa famille et lui-même, vivant à Koidu, un point chaud du conflit, avaient dû fuir les attaques à plusieurs reprises. Ils avaient été pris en otage une fois et obligés à servir dans les forces rebelles pendant deux ans. Ce qu'il disait ne pouvait donner qu'une vague idée des conséquences d'une exposition aussi prolongée à la violence. Il a estimé qu'il était déjà mort trois fois : lorsque son père a été tué pour n'avoir pas donné assez de nourriture à un combattant, lorsque sa mère a été violée et est morte par la suite et lorsque sa sœur était forcée de retourner à Koidu en tant que travailleuse du sexe.

Et pourtant, il tenait à refaire sa vie. Son travail de bénévole pour une organisation à but non lucratif qui aide les jeunes et contribue à leur réinsertion, lui permettait de se sentir heureux d'appartenir à un groupe et d'apprendre de nouveau, y compris à se servir de l'ordinateur. Il voulait aussi faire venir sa sœur à Freetown, loin du cauchemar qu'elle vivait à Koidu. Si seulement il avait un travail rémunéré.

À l'autre bout de la planète, Van, 21 ans, étudiante de troisième année dans un des établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux de Hanoi, était chez une amie répétant les chansons de Céline Dion avec son orchestre. Étudiante studieuse, elle avait réussi à l'examen rigoureux d'entrée, avec le soutien inconditionnel de ses parents, tous deux des cadres. Elle se fait de l'argent supplémentaire en traduisant sur l'ordinateur familial des dépêches d'agences de presse de l'anglais en vietnamien — expérience qui lui permettra, espère-t-elle, de faire carrière dans le journalisme. Sa passion pour les jeux sur ordinateur et la navigation sur l'Internet lui donnent une assurance hors du commun dans le domaine de la technologie. Elle est aussi contente d'être en contact quasi-permanent avec ses amis, grâce au téléphone Internet et à la messagerie instantanée.

Son souci pour le moment est que ses parents ne la laissent pas se promener le samedi soir dans les rues animées de Hanoi avec son petit ami, sur la moto qu'il vient d'acquérir. Elle sait qu'ils ont raison de craindre pour sa sécurité, car elle a entendu parler de plusieurs amis qui ont eu de graves accidents de moto ces derniers temps.

Il y a de nombreux jeunes gens comme Géorgia, Siméon et Van — en fait, plus nombreux qu'en aucun moment de l'histoire du monde. Chacun d'entre eux arrive à un âge semé d'embûches et rempli d'opportunités, non pas juste pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs familles, leurs sociétés, leurs économies. Leurs expériences collectives détermi-

neront la qualité de la prochaine génération de travailleurs, de parents et de dirigeants. Les décisions de développer leurs qualifications, de s'engager dans la voie de l'indépendance financière et de participer à la vie civique en général, engendreront des répercussions durables nettement au-delà d'eux-mêmes et de leurs familles.



« Nos parents n'ont jamais eu la chance que nous avons ; il nous appartient d'en profiter au maximum et d'obtenir des résultats, et nous assurer que nous serons en mesure de nous occuper de nos parents dans leurs vieux jours. »

Jeune homme,
Dhaka, Bangladesh
Janvier 2006*

La plupart des gouvernants savent bien que les jeunes gens marqueront profondément l'avenir de leurs nations. Quand ils tentent de les aider ils se heurtent à de nouveaux défis. Alors que les taux d'achèvement des études primaires ont augmenté de manière spectaculaire, grâce à l'investissement public, pourquoi l'analphabétisme semble-t-il persister? Pourquoi les diplômés de l'université sont-ils nombreux à rester sans emploi pendant des mois, voire des années, alors que les entreprises se plaignent du manque de travailleurs qualifiés? Pourquoi les jeunes gens commencent-ils à fumer, alors que l'on mène dans le monde des campagnes très visibles contre le tabagisme? Que faut-il faire des combattants démobilisés, qui n'ont pas encore 20 ans, sachant à peine lire mais trop âgés pour fréquenter l'école primaire? Questions ardues que celles-là, mais il y en a bien d'autres. Les réponses sont importantes pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Le présent *Rapport sur le développement dans le monde* offre un cadre et des exemples de politiques et de programmes d'action pour faire face à ces problèmes.

Les décisions au cours des cinq tournants clés de l'existence des jeunes ont les répercussions les plus importantes à long terme sur la manière dont le capital humain est conservé en sécurité, développé et déployé : continuer d'apprendre, commencer à travailler, acquérir un style de vie sain, constituer une famille et exercer ses droits et s'acquitter de ses obligations civiques. L'accent mis par le Rapport sur ces événements marquants définit notre choix des personnes à inclure en tant que « prochaine génération ». Étant donné que ces événements surviennent à des moments différents suivant les sociétés, le Rapport ne se fonde pas sur une fourchette d'âge définie, il considère plutôt les âges de 12 à 24 ans comme étant la fourchette pertinente pour couvrir les transitions de la puberté à l'indépendance économique¹.

Les jeunes et leurs familles prennent les décisions, mais les actions gouvernementales et les institutions affectent aussi les risques, les opportunités et, en fin de compte, les résultats. En examinant ces actions gouvernementales au moyen d'une lentille jeunesse, le rapport présente trois orientations stratégiques pour la réforme :

- *Opportunités.* Augmenter les possibilités de valorisation du capital humain en facilitant l'accès aux services d'éducation et de santé et en améliorant leur qualité; en facilitant le démarrage d'une vie active; et en donnant aux jeunes la possibilité de préciser le type d'aide qu'ils veulent et de participer à sa prestation.

- *Capacités.* Renforcer les capacités des jeunes pour leur permettre de bien choisir entre ces opportunités en les reconnaissant comme étant des décideurs et en faisant en sorte que leurs décisions soient bien informées, judicieuses et bénéficient de ressources suffisantes.
- *Seconde chance.* Mettre en place un système efficace des secondes chances par le biais de programmes ciblés qui donnent aux jeunes l'espoir et les incitent à se rattraper après une malchance — ou un mauvais choix.

Investir dans les jeunes — sans plus tarder

La situation des jeunes d'aujourd'hui offre au monde l'occasion sans précédent d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté (chapitre 1 du rapport). Tout d'abord, grâce aux résultats obtenus sur le front du développement au cours des dernières décennies, plus de jeunes achèvent le cycle primaire, et survivent aux maladies de l'enfance. Toutefois, pour réussir dans l'économie mondiale concurrentielle d'aujourd'hui, ils doivent avoir une formation plus poussée que la simple alphabétisation ; pour rester en bonne santé, ils doivent éviter de nouvelles maladies, telles que les maladies sexuellement transmissibles et l'obésité. Ensuite, la baisse des taux de fécondité dans de nombreux pays signifie que les jeunes d'aujourd'hui feront leur entrée sur le marché du travail avec moins de personnes à charge, et partant moins de personnes à faire vivre. Cependant, s'ils restaient longtemps sans travailler, ils pourraient peser lourdement sur l'économie.

Bâtir sur une base de capital humain plus solide

La main-d'œuvre étant la principale richesse des pauvres, la rendre plus productive est le meilleur moyen de réduire la pauvreté. Pour ce faire, il faut améliorer les possibilités de gagner de l'argent et de valoriser le capital humain pour tirer parti de ces possibilités. Une croissance économique généralisée est importante². De même que la prestation des services d'éducation et de soins de santé de base, et particulièrement aux enfants — afin de mettre en place les fondements des qualifications de base et du bien-être. Une action menée sur les deux fronts permet des progrès considérables. Le taux de scolarisation primaire des pays à faible revenu en dehors de la Chine et de l'Inde est passé de 50 % en 1970 à 88 % en 2000. L'espérance de vie à la naissance à l'échelle mondiale est passée en moyenne de 51 ans à 65 ans en moins de 40 ans³.

* Les sources de toutes les citations à la marge sont indiquées au début des notes de fin de document, à la page 23.

Ces progrès s'accompagnent de nouveaux défis. Pour continuer de progresser, le monde a besoin de jeunes gens plus capables et plus engagés. Or les taux élevés d'achèvement du cycle primaire réduisent le nombre de places disponibles dans l'enseignement secondaire (figure 1). Pratiquement tous les enfants indonésiens ont six années de scolarisation, et 80 % même des plus pauvres terminent le cycle primaire. Les taux d'inscription chutent ensuite de manière spectaculaire, notamment chez les pauvres. Moins d'enfants pauvres zambiens sont de toutes les façons scolarisés, mais leurs taux d'inscription régressent également au niveau du secondaire. Les filles en particulier restent à la traîne, tout comme elles l'ont fait au moment de l'expansion de la scolarisation primaire, sauf en Amérique du Sud, en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique⁴. Phénomène encore plus troublant, la multitude d'enfants qui sortent des écoles primaires n'ont pas appris ce qu'ils devraient apprendre. Des tests normalisés — non pas seulement pour les sciences et les techniques, mais aussi pour les compétences de base — indiquent que les élèves dans les pays en développement sont très distancés par ceux des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (chapitre 3).

La qualité et la pertinence de la formation de base suscitent des inquiétudes juste au moment où augmente la demande de niveaux élevés de qualifications, telles que la capacité à résoudre les problèmes dont l'importance est cruciale pour de nombreuses industries. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, une plus grande disponibilité de main-d'œuvre qualifiée et instruite dans une économie mondiale plus intégrée peut ne pas nécessairement se traduire par la baisse de la rentabilité des qualifications. Elle pourrait en fait renforcer davantage la demande de qualifications en entraînant une accélération du

changement technologique à forte intensité de qualifications⁵. Il ressort des enquêtes sur le climat d'investissement que plus du cinquième de toutes les entreprises dans des pays en développement aussi divers que l'Algérie, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Estonie et la Zambie considèrent l'insuffisance des qualifications et le faible niveau d'instruction des travailleurs comme l'un des facteurs qui entravent gravement ou démesurément leurs activités⁶. Les retombées privées de l'enseignement secondaire et supérieur augmentent, en particulier dans les pays qui ont pratiquement universalisé l'enseignement primaire.

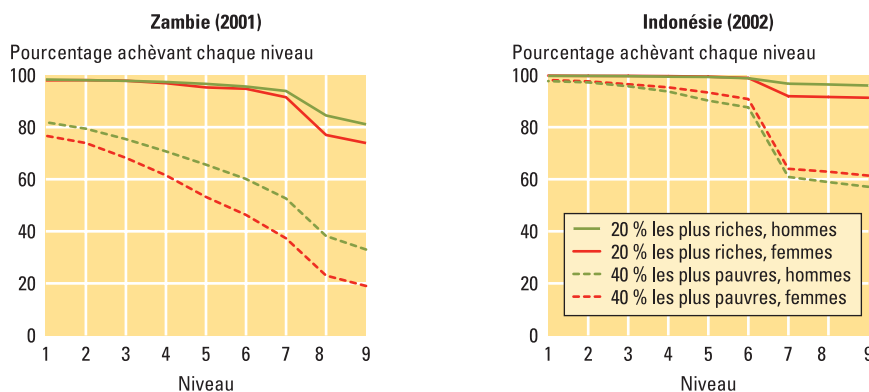
De nouveaux défis se posent également dans le secteur de la santé. Après avoir survécu aux épreuves de l'enfance, les jeunes sont confrontés aux menaces sanitaires à un moment où ils sont très vulnérables, lorsqu'ils commencent l'activité sexuelle et parviennent à l'âge où ils recherchent leur identité et prennent des risques. En 2005, plus de la moitié de quelque 5 millions de personnes qui ont contracté le VIH dans le monde étaient âgées de 15 à 24 ans, dont la majorité étaient des jeunes femmes et filles (chapitres 1 et 5 du Rapport). Les répercussions économiques de maladies aussi dévastatrices peuvent être considérables. En Afrique du Sud, la réduction de la croissance du PIB imputable au VIH/SIDA peut atteindre un cinquième. Cette maladie est de loin la principale cause de décès parmi les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique subsaharienne. Dans d'autres régions, les maladies non transmissibles représentent désormais la première cause de mortalité parmi les jeunes femmes. Pour les jeunes hommes, ce sont les blessures par accident et la violence qui viennent au premier rang.

Le règlement de ces problèmes aura une incidence à très long terme sur la réduction de la pauvreté pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la capacité d'apprentissage étant nettement plus importante chez les jeunes

« ...même les emplois exigeant le moins de qualifications... nécessitent que les candidats aient terminé le cycle secondaire, voire les études universitaires dans certains cas — bien que cela ne soit pas utile. Cette tendance exclut les enfants qui, pour une raison ou une autre, n'ont pu terminer le cycle secondaire. »

Jeune personne,
Buenos Aires, Argentine
Décembre 2005

Figure 1 Les taux de scolarisation primaire élevés sont suivis de taux sensiblement plus faibles au niveau de l'enseignement secondaire en Indonésie et en Zambie



Source : Estimations des auteurs fondées sur les Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS).
Note : Les quintiles se fondent sur un indice des caractéristiques des avoirs et de l'habitat (EDS).

que chez leurs aînés, il peut être coûteux de remédier aux occasions manquées d'acquiescer des qualifications, de prendre de bonnes habitudes sanitaires et de participer à la vie de la communauté et de la société. Ensuite, les résultats des jeunes en matière d'acquisition de capital humain influent sur ceux de leurs enfants. Les parents instruits ont des enfants moins nombreux, plus en santé et mieux instruits. Dans tous les pays en développement, mais plus particulièrement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, les taux de vaccination sont plus élevés chez les enfants dont les mères ont fait des études secondaires. Ces effets intergénérationnels permettent à la longue aux familles de sortir de la pauvreté.

Mettre à profit l'« explosion de la population juvénile »

La nécessité de régler les problèmes de la jeunesse se fonde aussi désormais sur la démographie — en raison des besoins budgétaires liés au nombre élevé de jeunes et à la part de la main-d'œuvre qu'ils représenteront à l'avenir.

À présent, 1,5 milliard de personnes sont âgées de 12 à 24 ans dans le monde, 1,3 milliard d'entre elles dans les pays en développement, un niveau atteint pour la première fois de l'histoire. Ce nombre augmentera, mais pas de beaucoup, car il approche rapidement d'un plateau à mesure que les taux de fécondité baissent, ce qui entraîne une explosion de la structure de la population mondiale. La diversité des structures d'âge à travers les pays — en raison des différences dans les moments auxquels survient la baisse de la fécondité — revêt peut-être autant d'importance. Dans le cas des pays développés, ce tournant de la fécondité s'est produit depuis si longtemps que l'explosion concerne les gens d'un certain âge, les enfants de l'après-guerre. Le défi qu'ils doivent relever dans l'immédiat consiste à savoir comment s'assurer un revenu durable pour leurs vieux jours.

Quelques pays en développement, notamment les pays en transition d'Europe et d'Asie centrale, ont des structures des âges similaires à celles des pays développés. Toutefois, dans la plupart des pays en développement, le nombre de jeunes plafonne ou plafonnera dans les dix prochaines années. Dans d'autres pays, le plafond ne sera atteint que dans 20 ans ou davantage, notamment dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, en Afghanistan, en Iraq, en Cisjordanie et la Bande de Gaza et en République du Yémen. Ils ont des pyramides des âges d'une forme plus classique, caractérisées par une base élargie pour les plus jeunes âges, et se rétrécissant progressivement avec l'âge.

Ces chiffres peuvent constituer un risque pour le budget et l'économie. Selon les estimations d'une étude récente, le coût annuel par élève du secondaire en Afrique subsaha-

rienne est presque le triple de celui d'un élève au niveau du primaire⁷. En plus de cela, le coût de la lutte contre le sida et les maladies non transmissibles, et la charge budgétaire, difficile à gérer même lorsque la conjoncture est des plus favorables, peut constituer une entrave à la croissance. De plus, si les jeunes restent sans emploi pendant de longues périodes, comme lorsque l'explosion de la natalité s'est produite en Europe et aux États-Unis, il y a un gaspillage de ressources humaines — et un risque de désalignement des attentes et d'agitation sociale qui pourraient assombrir le climat d'investissement et entraver la croissance⁸.

Ces grands nombres peuvent aussi offrir des possibilités. Le tournant de la fécondité signifie que de nombreux pays en développement se trouvent, ou entreront bientôt dans une phase où ils peuvent s'attendre à ce qu'une proportion plus importante de leur population atteigne l'âge actif. Cette expansion d'une population active qui fait vivre moins d'enfants et de personnes âgées offre une occasion de dépenser sur autre chose, par exemple le développement du capital humain.

La marge de manœuvre offerte par la baisse des rapports de dépendance peut durer jusqu'à 40 ans, en fonction du rythme auquel diminue la fécondité. Le vieillissement met fin à cette marge de manœuvre. Ce qu'il y a de bien c'est que presque tous les pays en développement ont encore cette marge (figure 2). Parmi ceux qui sont entrés plus tôt dans cette période favorable, certains en ont profité pleinement, et d'autres ne l'ont pas fait. Une étude attribue plus de 40 % de la différence de croissance entre l'Asie de l'Est et l'Amérique latine de 1965 à 1990 à l'accroissement plus rapide de la population active et à de meilleures politiques de développement des échanges et du capital humain dans la première région⁹. Si les pays n'investissent pas dans le capital humain — ce qui est particulièrement bénéfique pour les jeunes — ils ne peuvent pas espérer tirer parti de ce dividende démographique.

D'autres pays pauvres en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et au Moyen-Orient et Afrique du Nord sont sur le point de voir s'ouvrir cette perspective intéressante (figure 2). Pour suivre la même trajectoire de croissance que les économies asiatiques, il leur faut des programmes d'action et des institutions qui offrent aux jeunes davantage de possibilités pour développer leur capital humain et le mettre en œuvre de manière rentable. En fait, les qualifications générales de la main-d'œuvre, acquises en grande partie pendant l'enfance et la jeunesse, ont une forte incidence sur le climat d'investissement dans les entreprises. Et lorsque le taux d'inscription dans l'enseignement post-primaire est élevé, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée — un

trait caractéristique de tous les pays en développement — est moins importante.

Les bonnes décisions d'aujourd'hui peuvent avoir des gains considérables pour l'avenir car les jeunes, qui représentent la prochaine génération des chefs de ménage et des parents, marqueront profondément leurs enfants¹⁰. À titre d'illustration, on peut prendre le cas du Kenya où il est prévu que le sida aura des effets particulièrement dommageables sur l'investissement dans le capital humain, parce que le décès prématuré des parents affaiblit le mécanisme de formation de capital humain. Ces effets sont aggravés par le fait que l'augmentation de la mortalité escomptée parmi les jeunes adultes réduit la rentabilité des investissements dans l'éducation. L'investissement public consacré aux jeunes, aussi coûteux qu'il puisse être, en vaut la chandelle (encadré 1).

Investissements pendant les cinq tournants importants de la vie des jeunes

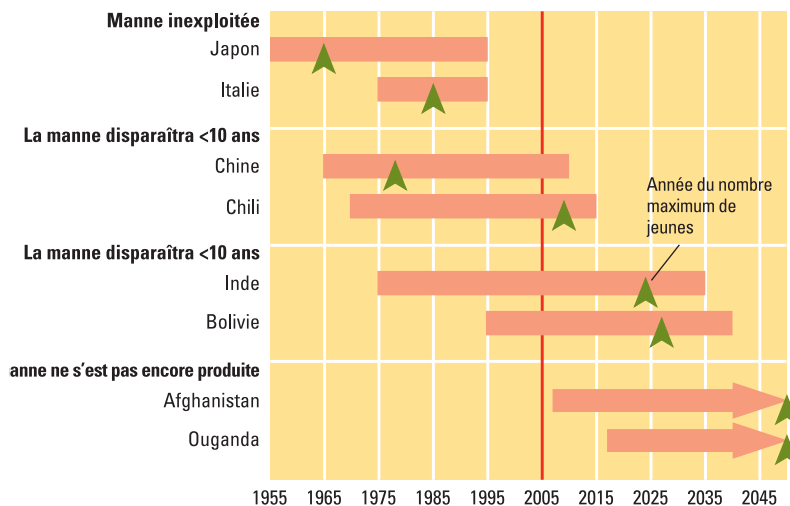
Les décisions qui auront des répercussions sur le bien-être de la jeunesse et de la société sont celles qui déterminent ce que sera le capital humain de base dont les jeunes disposeront pour être des travailleurs productifs, des chefs de famille, des citoyens et des dirigeants de la communauté. C'est la raison pour laquelle ce rapport est axé sur les événements qui marquent les jeunes sur le plan de l'apprentissage, du travail, de la santé, de la famille et du civisme. Des décisions judicieuses concernant ces événements clés permettront de développer, sauvegarder et déployer correctement le capital humain. Si elles ne le sont pas, il coûtera très cher d'en corriger les conséquences, parce que l'abandon scolaire, des périodes de chômage prolongées ou des comportements sanitaires à risque peuvent marquer à vie.

L'action gouvernementale a un rôle important à jouer pour déterminer le cours des choses. Lorsque les jeunes traversent chaque étape marquante de leur existence, le développement de leur capital humain est entravé, non seulement par la pauvreté, mais aussi par les lacunes de l'action gouvernementale qui affectent les choix dont ils disposent, en particulier lorsque les pouvoirs publics ne fournissent ou ne financent pas les services en cas de défaillance du marché.

Apprentissage au-delà de l'âge de fréquenter l'école primaire

À l'âge de 12 ans, plus de 85 % de tous les enfants des pays en développement sont à l'école, une proportion qui recule à mesure qu'ils grandissent (figure 3). (Les figures 3, 4, 6, 7 et 8 sont des représentations stylisées des chiffres du chapitre 1 qui utilisent des données réelles). Presque tous ont quitté l'école

Figure 2 La manne démographique, en tirer parti ou non



Source : Nations Unies 2006, variation moyenne.

Note : Les barres dénotent la fourchette des années pour lesquelles le ratio de dépendance — le nombre de personnes à charge par rapport aux personnes en âge de travailler — diminue.

ENCADRÉ 1 L'investissement dans les jeunes est très rentable : Estimation des effets à long terme et interactifs de l'investissement dans le capital humain

Des chercheurs ont adapté un modèle à générations imbriquées qui a servi à estimer l'impact macroéconomique du sida pour l'appliquer récemment à une gamme plus élargie d'investissements dans le capital humain en Afrique : « En tuant essentiellement les jeunes adultes, le sida ne fait pas que détruire le capital humain qu'ils incarnent, il prive leurs enfants des choses mêmes dont ils ont besoin pour devenir des adultes économiquement productifs — les soins des parents, leurs connaissances et leur capacité à financer l'éducation »¹.

Dans une étude récente qui modélise explicitement les effets de l'enseignement secondaire, les auteurs estiment que l'épidémie du sida, qui a frappé le Kenya en 1990, a réduit le capital humain et le revenu par habitant à tel point que l'on ne retrouvera pas les niveaux de 1990 avant 2030. Un investissement dans l'éducation — sous la forme d'un programme de 30 ans pour subventionner l'enseignement secondaire, d'un coût de l'ordre de 0,9 % du PIB, à compter de 2000 et passant à 1,8 % du PIB en 2020 — se traduira par un revenu

par habitant supérieur de 7 % au niveau qui aurait été atteint sans cette intervention, les avantages continuant de se produire bien au-delà de 2040. La valeur actuelle nette des avantages, à des taux d'actualisation réalistes, serait 2 à 3,5 fois supérieure à celle des coûts — un investissement fort rentable.

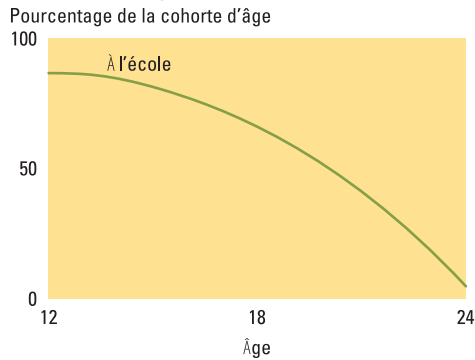
En raison de la synergie qui a toujours existé entre l'enseignement post-primaire et la santé des jeunes adultes, il serait encore plus avantageux d'associer à cette subvention des mesures directes pour lutter contre l'épidémie du sida et traiter ses victimes. Un programme associant une subvention moins importante et des mesures pour lutter contre la pandémie et traiter ses victimes permettrait d'obtenir, avec le même montant d'argent, des avantages encore plus spectaculaires. Ces avantages sont imputables non pas seulement au fait que l'on sauve des vies humaines, mais aussi au fait que l'on est encouragé à investir davantage dans l'éducation suite à la réduction de la mortalité.

Source: Bell, Bruhns, et Gersbach (2006).

vers l'âge de 24 ans. Ce qu'ils apprennent dans leur jeunesse dure toute la vie et ils apprennent beaucoup plus difficilement s'ils essaient de le faire à l'âge adulte.

Les parents commencent l'éducation des enfants dès les premières années avant de les envoyer au jardin d'enfants et à l'école primaire. La trajectoire normale pour les jeunes consiste à passer ensuite à l'enseignement secondaire, et puis de décider de s'engager dans la vie professionnelle, de se marier ou

Figure 3 Les taux de scolarisation des jeunes baissent avec l'âge



Source : Auteurs.

de poursuivre dans l'enseignement supérieur. Les pouvoirs publics peuvent intervenir pour appuyer ces décisions parce que certains des avantages de la scolarisation reviennent à la société plutôt qu'aux particuliers. Les pouvoirs publics s'efforcent aussi d'offrir des chances égales aux riches et aux pauvres, afin que les personnes qui ont plus d'aptitude atteignent le niveau d'instruction le plus élevé.

Certains pays réussissent mieux que d'autres à gérer cette transition. Plusieurs gouvernements d'Asie de l'Est l'ont si bien fait que cela a été qualifié de miracle¹². Pour autant que l'on veuille bien croire aux miracles, de nombreux autres pays ont beaucoup moins de chance d'en voir. Et pour quelle raison ?

- En dépit des progrès spectaculaires récents enregistrés dans le nombre d'enfants achevant le cycle primaire, un des objectifs de développement pour le Millénaire, les enfants n'apprennent pas autant qu'ils le devraient (encadré 2).
- De nombreux enfants qui achèvent le cycle primaire ne peuvent pas poursuivre les études faute d'écoles, faute de ressources, ou à cause d'une grossesse — ou pour toutes ces trois raisons.
- L'évolution économique et technologique qui gagne le monde exige des travailleurs un niveau de qualification supérieur au niveau de base. Par exemple, dans de nombreux pays d'Amérique latine, l'offre marque le pas sur la demande croissante de qualifications¹³. Le problème ne concerne pas seulement l'insuffisance au niveau du nombre mais aussi la pertinence de la formation.
- De nombreux jeunes manquent la motivation nécessaire pour faire des efforts, du fait de la médiocrité de l'enseignement ou du cadre scolaire.
- D'autres terminent les études tard ou pas du tout. Au Mali, environ 20 % seulement des personnes de 15 à 29 ans ont achevé l'enseignement primaire. Au Malawi, plus de la moitié des jeunes de 19 ans se trouvent encore au niveau primaire (chapitres 2 et 3). Les qualifications dont ces jeunes gens ont besoin et le moyen de les acquérir diffèrent de ceux des enfants plus jeunes

ENCADRÉ 2 La qualité médiocre de l'enseignement de base limite considérablement les opportunités offertes aux jeunes

Les progrès spectaculaires du nombre d'enfants terminant l'enseignement primaire, un des objectifs de développement pour le Millénaire, ne répondent pas entièrement aux besoins des pays, parce que les enfants n'apprennent pas autant qu'ils le devraient. De nombreux enfants, même ceux qui atteignent le premier cycle du secondaire, peuvent à peine lire ou écrire, et sont mal préparés pour faire face aux problèmes pratiques de la vie de tous les jours. Dans de nombreux pays africains, moins de la moitié de toutes les jeunes femmes de 15 à 24 ans peuvent lire une phrase simple après trois années d'enseignement primaire (chapitre 3) — et au Ghana et en Zambie, même après la sixième année d'étude (panneau de gauche de la figure). Le niveau de préparation est faible même chez celles qui atteignent le premier cycle du secondaire (en général entre la 7^e et la 9^e année d'enseignement).

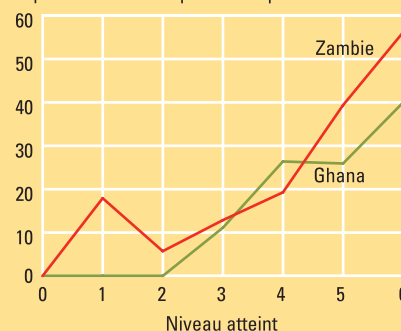
Le retard ne se limite pas aux connaissances livresques. De nombreux jeunes ignorent des faits de base qui pourraient entraîner leur mort, par exemple ce qui cause le VIH/SIDA, au moment où bon nombre d'entre eux commencent à devenir sexuellement actifs. Le niveau de connaissance du préservatif est très faible, indépendamment du niveau d'instruction atteint

dans les pays à forte et faible prévalence du VIH (dernière figure à droite). Les risques sont même plus élevés parce que l'utilisation du préservatif est généralement moins répandue que ne le laisserait penser le niveau de connaissance. Une

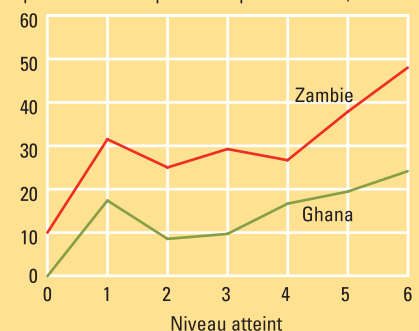
telle ignorance peut avoir des conséquences dramatiques. Au Kenya, la probabilité qu'un jeune de 20 ans meurt avant d'avoir atteint l'âge de 40 ans est estimée à 36 % en 2010 — sans le sida elle aurait été de 8 %¹⁴.

Il existe un grand fossé entre les connaissances livresques et les connaissances de la vie chez les jeunes

Pourcentage de jeunes femmes de 15 à 24 ans capables de lire une phrase simple



Pourcentage de jeunes femmes de 15 à 24 ans qui savent que l'utilisation du préservatif prévient le VIH/SIDA



Source : Estimations des auteurs sur la base des Enquêtes démographiques et sanitaires.
Note : La Zambie a une prévalence élevée de VIH/SIDA.

qui avancent normalement dans le système scolaire.

Commencer une vie active productive

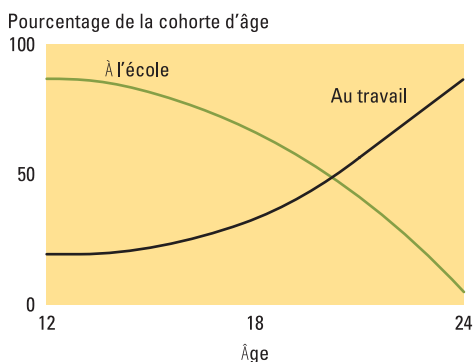
Les qualifications acquises doivent être utilisées de manière rationnelle. Dans pratiquement tous les pays, ce processus commence entre 12 et 24 ans (figure 4). Pour de nombreux spécialistes des sciences sociales, le commencement de la vie active est le principal indicateur de l'indépendance. La transition n'est cependant pas toujours facile. De longues périodes d'inactivité pendant la jeunesse sont lourdes de conséquences — on manque l'occasion d'accumuler des qualifications en cours d'emploi et de constituer des antécédents professionnels qui pourraient intéresser les futurs employeurs. Les études effectuées dans les pays de l'OCDE montrent que si de nombreux jeunes compensent ces épisodes, les effets sont surtout ressentis par les personnes moins instruites et défavorisées (chapitre 4).

L'un des rôles qui incombe à l'action gouvernementale consiste à corriger les lacunes de l'information qui peuvent empêcher de tirer parti des opportunités — par exemple, l'évaluation incorrecte par un employeur éventuel de la productivité potentielle, des qualifications et des habitudes de travail d'un jeune sans expérience. Un deuxième rôle consiste à assurer que les familles pauvres ne soient pas obligées de faire travailler leurs enfants trop tôt, avant qu'ils n'acquissent les qualifications de base. L'action gouvernementale doit en troisième lieu corriger les conséquences des politiques générales consistant, par exemple, à établir les salaires minimums à des niveaux élevés au point de diminuer, de manière non intentionnelle, les incitations à créer des emplois pour des jeunes relativement sans expérience.

Les principaux problèmes rencontrés par les pays dans la gestion de ces événements marquants de la vie des jeunes comprennent les suivants :

- *Commencer à travailler trop tôt.* Les jeunes enfants et les adolescents peuvent être exploités lorsqu'ils commencent prématurément un emploi à plein temps, raison pour laquelle de nombreux pays ont souscrit aux conventions internationales interdisant les pires formes du travail des enfants. En commençant à travailler trop tôt, ils ne peuvent pas non plus acquérir assez de qualifications de base à l'école — qualifications qui leur permettraient d'intéresser une gamme plus diversifiée d'employeurs.
- *Entrée sur le marché du travail.* Il n'est facile, dans aucune société, de commencer une vie indépendante, notamment parce que ce sont les antécédents d'une

Figure 4 L'entrée sur le marché du travail augmente avec l'âge



Source : Auteurs.

personne — habitudes de travail, qualifications pertinentes et remboursements de prêts — qui lui ouvrent des opportunités. Il n'est pas étonnant que les taux de chômage chez les jeunes soient systématiquement plus élevés que chez les personnes plus âgées (figure 5). Dans certains pays à revenu intermédiaire, qui ont des institutions rigides du marché du travail, les différences entre les taux des jeunes et des adultes sont importantes et peuvent se traduire par un manque à gagner considérable en matière de renforcement des qualifications. Au Guatemala, par exemple, l'expérience dans les emplois spécialisés améliore la compréhension de la lecture et les aptitudes cognitives non verbales des adultes¹⁵.

- *Mobilité professionnelle et amélioration des qualifications.* Dans les pays pauvres, en particulier, les jeunes ne sont pas oisifs — ils travaillent très dur mais gagnent très peu. Changer d'emplois pour avoir un salaire plus élevé ou pour entrer dans le secteur structuré est un moyen d'améliorer les qualifications. Malheureusement, pour de trop nombreuses personnes, le premier emploi est aussi le dernier.

« Les diplômés sont mille fois plus nombreux que les postes disponibles. »

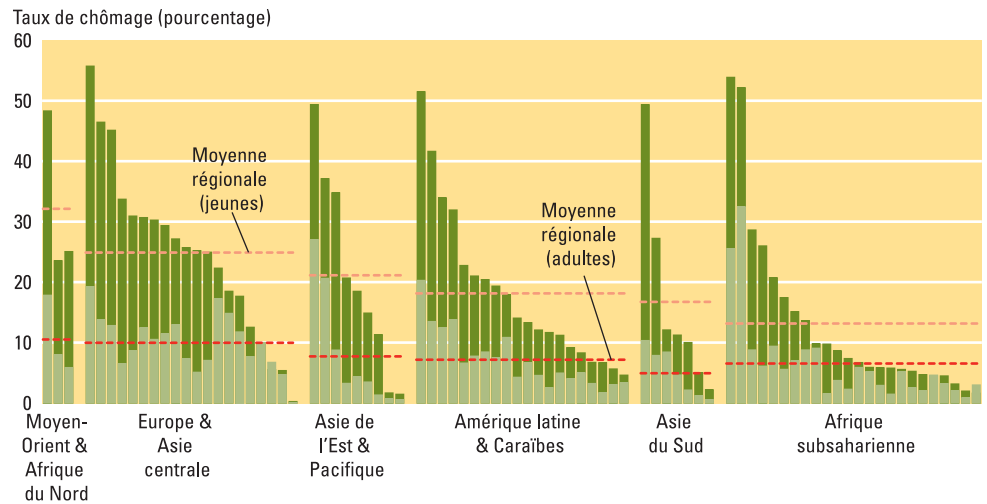
Jeune homme,
Foum Zaouia, Maroc
Mai 2005

Adoption d'un style de vie sain

Si l'on prend les taux de mortalité comme critère, les jeunes représentent un groupe sain : un enfant de 10 ans a 97 % des chances d'atteindre l'âge de 25 ans. La mortalité est une mesure trompeuse de la santé des jeunes, car elle ne tient pas compte du comportement qui met en danger leur santé par la suite. C'est pendant la jeunesse que l'on commence à fumer, à consommer de l'alcool et des drogues, à être sexuellement actif, et à décider tout seul de son régime alimentaire et de son activité physique — autant de comportements qui persistent et influent sur la santé future. Au Népal et en Indonésie, près



Figure 5 Partout le taux de chômage est plus élevé chez les jeunes que chez les adultes — l'écart étant beaucoup plus important dans certains pays



Source : Estimations des auteurs fondées sur Fares, Montenegro, et Orazem (2006). Noms de pays disponibles sur demande.

Note : La barre pleine dénote le taux de chômage des jeunes dans un seul pays ; la portion claire indique le taux de chômage des adultes dans le même pays.

de 60 % de tous les jeunes hommes de 15 à 24 ans fument actuellement. Dans de nombreux pays, les jeunes deviennent sexuellement actifs avant l'âge de 15 ans, et moins de la moitié d'entre eux utilise le préservatif (chapitre 5).

Les effets sur la santé de certains de ces comportements de jeunesse ne se feront pleinement sentir qu'à l'âge adulte. Ces décisions de jeunesse peuvent avoir des conséquences d'une portée considérable — priver l'économie de capital humain productif et accroître les dépenses publiques de santé.

Étant donné que les conséquences sanitaires (parfois catastrophiques) de ces comportements ne se manifestent que plus tard dans la vie, il est bien plus difficile et plus coûteux de les traiter que de les prévenir. La recherche d'une identité stable, combinée à des horizons temporaires courts et une information limitée, encourage de nombreux jeunes à faire l'expérience d'activités qui mettent

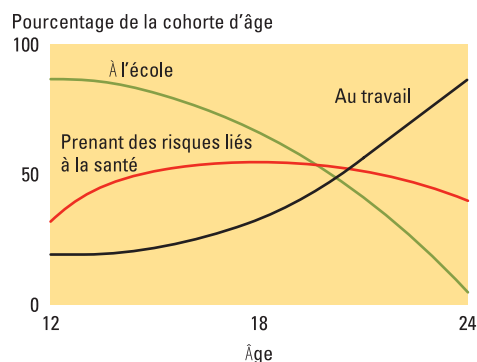
leur santé en danger. C'est ainsi qu'ils ont tendance à accorder trop peu d'importance aux conséquences négatives à long terme du tabagisme et des rencontres sexuelles. Les jeunes prennent plus de risques sanitaires en faisant l'expérience de certaines activités ; cette tendance diminue avec l'âge (figure 6). Pour réduire la tendance à prendre des risques chez les jeunes, il faut qu'ils disposent de l'information et qu'ils aient la capacité de prendre des décisions et de les appliquer. L'action gouvernementale peut aider dans une très large mesure les jeunes à gérer ces risques, notamment en les sensibilisant aux conséquences à long terme de leur comportement actuel.

Constituer une famille

Dans la plupart des pays, les premiers accouchements, le commencement de l'exercice du rôle parental, ont lieu pendant la jeunesse. La plupart des accouchements surviennent parmi les femmes de 15 à 24 ans — une des conséquences de la baisse de fécondité dans la majorité des pays au cours des deux dernières décennies — ce sont les jeunes qui déterminent la transition démographique. Lorsqu'elles atteignent l'âge de 25 ans, près de 60 % des filles des pays en développement sont déjà devenues des mères (figure 7). La transition démographique se produit plus tard chez les garçons, la plupart devenant pères entre 25 et 29 ans.

La capacité et la volonté des jeunes parents d'investir dans leurs enfants constituent le facteur déterminant des résultats qu'obtiendront les générations futures. Les jeunes gens ont tendance à investir insuffisamment dans le planning familial ou les services de santé maternelle. C'est la raison pour laquelle les

Figure 6 Les comportements à risque sont le plus courants pendant la jeunesse



Source : Auteurs.

pouvoirs publics devraient peut-être intervenir dans un domaine qui semblerait autrement impliquer des décisions très privées. Une telle intervention à l'appui de la transition vers l'exercice du rôle parental se justifie aussi par la nécessité d'assurer l'équité. Parmi les 15 pays dont on dispose les données, le pourcentage de filles qui ont accouché avant l'âge de 15 ans est sensiblement plus élevé dans le quintile de richesse le plus bas que dans les autres. Des possibilités économiques limitées, la médiocrité de l'accès aux services et les normes traditionnelles en matière de comportement sexuel, de mariage et de rôle parental peuvent encourager le mariage à des âges très jeunes — même à 12 ans ou plus tôt pour certaines jeunes filles (chapitre 6).

La nutrition et les services de santé génésique figurent parmi les investissements les plus importants dans le capital humain qui préparent les jeunes à devenir la prochaine génération de parents. Certes la dénutrition n'est pas aussi généralisée parmi les jeunes qu'elle l'a été dans le passé, mais les déficiences en micronutriments le sont. L'utilisation des services de planning familial et de santé maternelle et infantile a augmenté dans de nombreux pays, tout en restant faible dans d'autres. Et même là où ces progrès ont été enregistrés, les jeunes femmes et les filles qui accouchent pour la première fois n'ont souvent pas accès à tous les services.

Exercice du civisme

La jeunesse est la période où l'on commence à se faire entendre et reconnaître en dehors de son cercle familial (figure 8). Les jeunes établissent leur identité en tant que personnes physiques et commencent à interagir indépendamment avec la communauté au sens large. Du simple fait qu'ils sont membres de la communauté, ils ont des droits (à un procès équitable, par exemple) ainsi que des obligations (notamment de payer les impôts). L'exercice des droits civiques consiste aussi à

tenir les responsables publics comptables de leurs actes, à demander justice, et à tolérer des gens de groupes ethniques ou religieux différents. Le droit de vote est généralement accordé aux personnes qui atteignent l'âge de 18 ans. La volonté et la capacité d'exercer un tel droit et d'autres ainsi que de s'acquitter des obligations civiques se forment tôt dans la vie et, une fois formées, ont tendance à durer (chapitre 7).

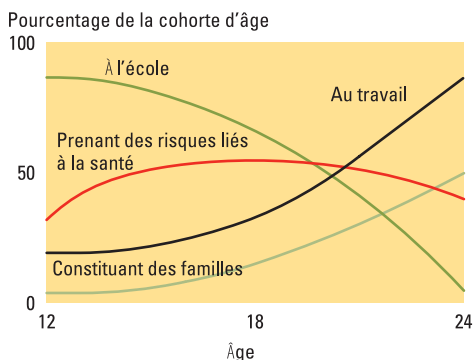
Si les jeunes n'ont pas la possibilité de participer avantageusement à la vie civique, leurs frustrations peuvent entraîner des comportements violents et se traduire par l'instabilité économique et sociale et faire éclater des conflits latents. L'une des premières causes du conflit ethnique entre les Cingalais et les Tamuls au Sri Lanka est la frustration des étudiants tamuls, qui ont été privés de places dans les universités et d'autres possibilités de participer à la vie civique¹⁶.

La participation politique formelle et l'implication dans les organisations sociales, indispensables pour la bonne gouvernance, sont également nécessaires à l'investissement privé et à la croissance. Elles élargissent l'accès aux opportunités économiques, notamment parmi les groupes auparavant exclus, et plus particulièrement les femmes. Elles peuvent aussi renforcer l'action collective visant à exercer davantage de pression sur les gouvernants pour qu'ils fournissent de bons services publics.

« Les jeunes rêveront toujours ; nous perdons rarement l'espoir. De ce fait, le rôle de l'État doit être celui d'un guide consistant à soutenir les pratiques démocratiques et à accorder aux jeunes davantage de possibilités de participation à la vie politique et économique. »

Flor de Maria, 24 ans
Pérou

Figure 7 La constitution de la famille augmente avec l'âge

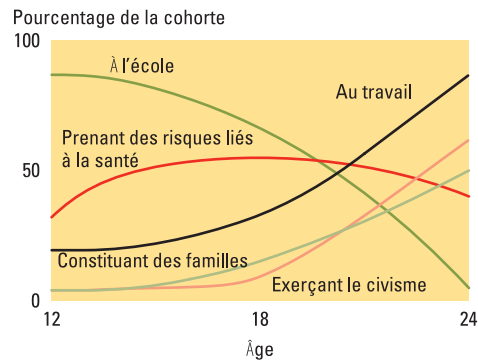


Source : Auteurs.

Les événements marquants de l'existence se chevauchent (voir figure 8). Certains jeunes ont une vie simple et ne sont exposés qu'à un ou deux de ces événements à la fois. D'autres peuvent déjà s'adonner à plusieurs tâches : ils sont à l'école, ils travaillent à temps partiel, ils sont mariés, conduisent vite, et participent à leur conseil local. C'est pour cette raison que les mesures qui modifient une décision concernant l'un des événements marquants peuvent facilement affecter le climat de l'investissement dans la formation de capital humain dans d'autres domaines.

Les aptitudes de base étant acquises tôt à l'école, l'absence d'investissement dans l'éducation peut augmenter considérablement le prix à payer pour mener une vie saine et exercer un emploi. De même, des comportements à risque entraînant la mort prématurée d'un jeune homme ou la grossesse précoce imprévue d'une fille peuvent entamer considérablement la rentabilité de la scolarisation. Le chômage prolongé peut induire un désintérêt à l'égard de l'investissement nécessaire à la poursuite des études, la souffrance psychologique, le retard dans la constitution de la famille et des manifestations négatives du civisme.

Ces tournants importants de l'existence peuvent aussi suivre des trajectoires très diffé-

Figure 8 L'engagement civique augmente avec l'âge

Source : Auteurs.

rentes entre les sexes. Le passage de la puberté à l'adolescence chez les filles diffère considérablement du même phénomène chez les garçons. Chez la fille c'est le signal de la maternité potentielle — associée dans certaines sociétés au souci de protéger la fille, parfois au point de lui imposer des restrictions démesurées. Pour les garçons c'est la période à laquelle on s'attend à ce qu'ils aient un emploi rémunéré (un éclairage sur la parité des sexes est présenté après le chapitre 2 du Rapport).

L'action des pouvoirs publics doit cibler non seulement les opportunités qui s'offrent aux jeunes mais aussi leurs capacités et leurs secondes chances

Certains des défis posés par la formation du capital humain pendant les périodes marquantes de la jeunesse sont liés à l'offre — une pénurie de possibilités d'accès aux services et à des emplois qui édifient le capital humain. D'autres sont liés à la demande, en raison des comportements qui traduisent un manque d'information, de ressources ou de décisions prises en connaissance de cause. Des mesures judicieuses permettent de relever ces deux types de défis.

Tous les pays ont en place des politiques et des programmes qui influent sur la vie des jeunes. Ils ont des écoles, des universités, des règles du marché du travail, des hôpitaux et des lois qui permettent aux jeunes de voter. Les stratégies qui les déterminent sont élaborées dans des départements sectoriels bien établis. Ce rapport applique des lentilles jeunesse pour les évaluer. Ces stratégies sont-elles bien indiquées pour les événements marquants de l'existence des jeunes et leurs environnements ? Sont-elles suffisantes pour répondre aux besoins des jeunes ?

Le point de départ de cette évaluation est un fondement solide de capital humain acquis avant l'adolescence — une application

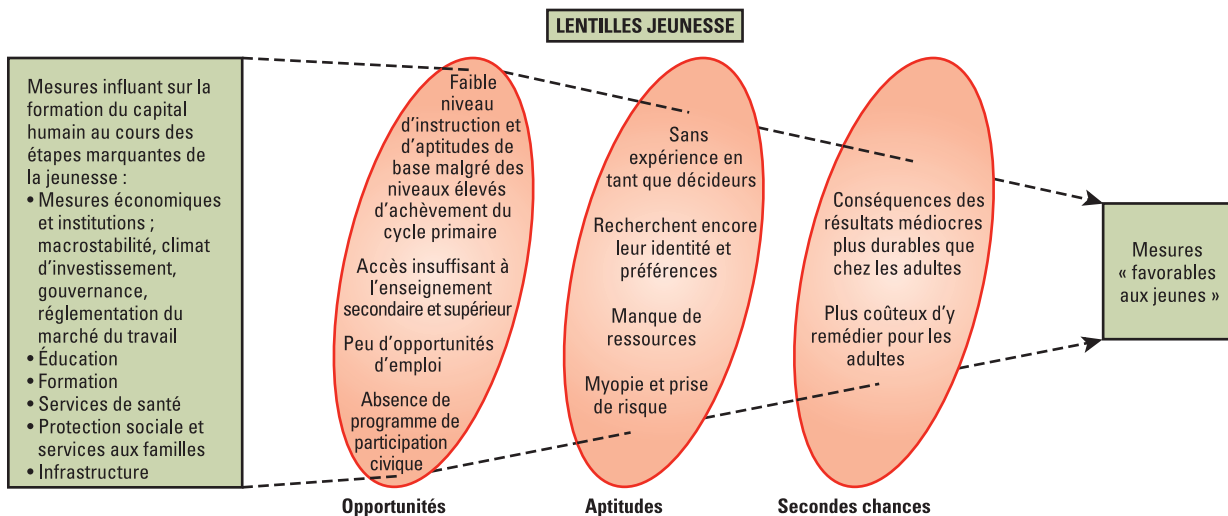
des principes de modèles d'investissement reconnus de longue date en économie¹⁷. Tout en préconisant la préparation des jeunes de moins de 12 ans, le rapport utilise un cadre qui divise la lentille jeunesse en trois lentilles interdépendantes qui ciblent les mesures des pouvoirs publics et en grossissent les effets (figure 9). Le cadre élargit le modèle de capital humain en s'intéressant non seulement aux gouvernements et aux familles, mais aussi aux jeunes, en tant qu'investisseurs potentiels.

- La première lentille cible les *lacunes* dans les possibilités de renforcement du capital humain et les mesures qui permettent aux jeunes d'acquérir, d'améliorer et de déployer leurs aptitudes.
- La deuxième lentille cible les *capacités* des jeunes au moment où ils choisissent entre les possibilités qui leur sont offertes et les mesures qui fournissent l'information et les initiatives nécessaires pour les aider à prendre des décisions judicieuses.
- La troisième lentille cible les dispositions prises pour pallier aux effets indésirables et les mesures visant à offrir aux jeunes une *seconde chance* qui les remettra sur la bonne voie pour constituer leur capital humain pour l'avenir.

De même qu'il faut aligner les trois lentilles pour qu'une image soit bien définie, de même les mesures doivent être bien coordonnées pour avoir un maximum d'impact. On peut manquer des occasions si les aptitudes nécessaires pour les saisir sont réduites ou mal orientées. Le fait d'être en mesure de prendre des décisions (capacité d'agir) peut entraîner des frustrations si les opportunités offertes sont nettement inférieures aux aspirations. L'absence d'une seconde chance peut se traduire par une dégradation sensible des résultats. Certaines des lentilles agrandissent davantage certains événements clés de la vie que d'autres. Dans la transition vers une vie saine et la constitution de la famille, par exemple, les résultats sont surtout influencés par le comportement des jeunes, aussi faudra-t-il mettre l'accent sur les aptitudes.

La perception des politiques économiques et sectorielles à travers ces lentilles permet de les rendre favorables aux jeunes, en décelant les lacunes et en définissant les priorités. La nécessité de combler les lacunes ne signifie pas nécessairement que c'est à l'État providence que doit incomber tout le travail — même avec la meilleure volonté du monde, de nombreux gouvernements n'ont pas les ressources et la capacité nécessaires pour réaliser tous les investissements requis. L'action gouvernementale doit plutôt améliorer l'environnement pour permettre aux jeunes, avec l'appui de leurs familles, d'investir en eux-mêmes

Figure 9 Les transitions perçues à travers trois lentilles ciblent les mesures et grossissent les effets



— en évaluant les coûts, les risques et la rentabilité escomptée de l'investissement dans les personnes physiques, tout comme ils le feraient pour les entreprises. Les trois prochaines sections remplissent la partie droite de la figure 9 avec des exemples de mesures et de programmes précis.

Politique d'expansion des possibilités

La valorisation et l'utilisation du capital humain des jeunes posent désormais des défis particuliers à mesure qu'augmente le nombre de jeunes qui survivent aux maladies de l'enfance et terminent les études primaires. En ne relevant pas ces défis, on transmet la pauvreté aux générations futures, parce que les résultats médiocres des jeunes d'aujourd'hui se répercuteront sur leurs enfants. Les pays qui sont sortis de cette spirale ont amélioré les aptitudes de base des adolescents et des jeunes adultes, satisfait la demande de niveaux de qualifications encore plus élevés et assuré le démarrage en douceur des jeunes dans la vie professionnelle et civique.

Amélioration des aptitudes de base — intervenir tôt dans le cycle de vie et privilégier la qualité

L'enseignement tiré de l'expansion considérable de l'éducation au cours des années 80 et 90 est clair — l'augmentation du nombre de places peut être lourde de conséquences pour la qualité, manifestées par des taux d'inscription élevés mais des résultats médiocres. Au Maroc et en Namibie, plus de 80 % des enfants restent sur les bancs jusqu'à la dernière classe du primaire, mais moins de 20 % ont une maîtrise minimum des matières enseignées (chapitre 3). Les jeunes subissent déjà les conséquences : bon nombre des adolescents qui achèvent le cycle primaire n'ont pas suffisamment

appris pour devenir des membres de la société sachant lire et calculer. Une lentille jeunesse met donc l'accent sur la nécessité — bien établie dans des rapports de suivi à travers le monde¹⁸ — d'améliorer l'équilibre entre l'expansion des inscriptions et l'assurance d'un niveau minimum de qualité.

Que devraient faire les pays ? Tout d'abord bien mesurer la qualité. On a peut-être mis l'accent sur la quantité parce qu'il est plus facile de mesurer les taux d'inscription et d'achèvement que les résultats de l'apprentissage. Cette tendance change petit à petit grâce à l'introduction de tests normalisés comparables entre les écoles au sein des pays et d'un pays à l'autre¹⁹.

Ensuite, il faut envisager le système d'apprentissage sur l'ensemble du cycle de vie, plutôt que de considérer les études comme un phénomène isolé aux niveaux préscolaire, primaire, secondaire et supérieur. Dans de nombreux pays, cela revient à améliorer les fondements avant que les enfants n'atteignent l'adolescence, grâce à des investissements consacrés le plus tôt possible à la nutrition, à la santé et au développement psychosocial. Dans des pays aussi variés que les États-Unis, la Jamaïque, les Philippines et la Turquie²⁰, des programmes enrichis de garderie d'enfants et d'établissements préscolaires permettent d'obtenir de meilleurs résultats aux tests de connaissances, des taux plus élevés d'achèvement des études secondaires, et même des taux de criminalité moins élevés chez les participants bien au-delà de l'âge de 20 ans (figure 10).

L'acquisition des aptitudes de base pour une société qui fonctionne bien passe peut-être par l'institution de l'enseignement universel jusqu'au niveau du premier cycle du secondaire, comme le font déjà de nombreux pays. Il ne s'agit pas non plus ici de sacrifier la qualité. La définition de normes, l'élaboration

« La vie a des aspects pratiques auxquels l'enseignement secondaire ne touche même pas, par exemple, comment faire face aux problèmes et les résoudre. »

Jeune personne,
Honduras
Janvier 2006

de systèmes d'homologation et d'évaluation, la formation et la motivation des enseignants, et le renforcement de la responsabilité des administrateurs scolaires envers les parents, les élèves et les communautés locales ne représentent que quelques-unes des mesures (chapitre 3). Étant donné qu'il y a un prix à payer si l'on veut privilégier la qualité, la sélection et la spécialisation que certains pays appliquent dès les petites classes, peuvent être remises jusqu'au second cycle du secondaire et au-delà. Dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire au Chili, par exemple, toutes les spécialisations professionnelles ont été reportées au second cycle de l'enseignement secondaire, ce qui permet de donner aux élèves une solide formation de base.

Satisfaction de la demande d'aptitudes supérieures — amélioration de la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur

Alors que les pays ont du mal à répondre aux besoins de base, l'économie mondiale demande davantage de compétences techniques et comportementales, notamment celles acquises entre 15 et 24 ans. La concurrence exacerbe la demande d'innovations à forte intensité de compétences en Asie et en Amérique latine, en majeure partie dans les industries d'exportation, qui ont tendance à faire un usage disproportionné des jeunes (chapitre 4).

Cette pression peut être atténuée si davantage de diplômés sortent du second cycle du secondaire et des universités. Mais il ne suffit

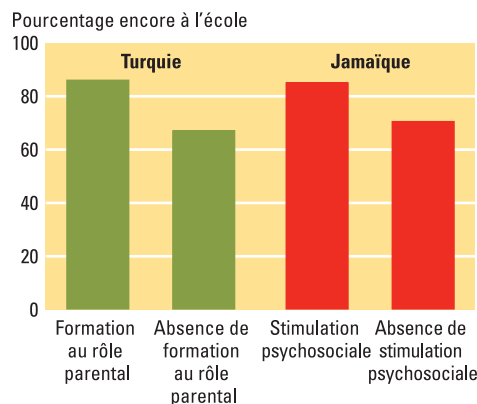
pas d'augmenter la quantité car le contenu et la manière de dispenser la formation comptent le plus. Si la qualité laisse à désirer ou si les aptitudes acquises ne correspondent pas à la demande du marché du travail, les taux de chômage peuvent être élevés même parmi certaines des personnes les plus instruites. Des pays comme l'Afrique du Sud tentent de répondre à la demande de qualité et de pertinence par les employeurs en restructurant les programmes d'enseignement du second cycle du secondaire, de manière à mettre l'accent sur la pensée pratique et les compétences comportementales et à offrir une formation axée sur un dosage de disciplines scolaires et professionnelles (chapitre 3). Il est aussi utile d'adopter, comme en Chine, une démarche consistant à instaurer des liens avec les institutions d'éducation et les employeurs éventuels du secteur privé, par le biais de consultations régulières et de projets de recherche conjoints entre l'université et les secteurs concernés.

La facture de telles réformes peut être lourde car il coûte cher de former les élèves au-delà de l'éducation de base. La pénurie de professeurs de mathématiques et de sciences est particulièrement aiguë en Afrique subsaharienne. Il est possible de réaliser des gains d'efficacité grâce à des mesures d'incitation en faveur des administrateurs et des enseignants, telles que les programmes de rémunération fondés sur les résultats à présent mis à l'épreuve dans certains pays d'Amérique latine (chapitre 3).

De nombreux systèmes d'enseignement peuvent aussi se développer et s'améliorer s'ils diversifient leurs sources de financement. Les familles apportent déjà une contribution appréciable au coût de l'enseignement supérieur dans certains pays — à concurrence de 80 % du coût dans les économies hautement performantes qui ont des taux d'inscription relativement élevés, tels que le Chili et la République de Corée — lorsqu'elles estiment qu'elles en ont pour leur argent. Des pays comme la République slovaque, la Turquie et l'Uruguay, où les fonds privés contribuent 20 % ou moins du coût total de l'enseignement supérieur²¹, pourraient mobiliser davantage de ressources par la perception de frais, des partenariats public-privé, des activités génératrices de revenus (consultations, location de biens non utilisés), et les apports de donateurs.

Les programmes qui permettent aux riches et aux pauvres de lutter à armes plus égales ne commencent qu'à être mis en œuvre. Il est clair que la gratuité des études universitaires n'est pas financièrement viable et ne profite pas aux pauvres, dans la mesure où très peu d'étudiants pauvres s'inscrivent dans les établissements d'enseignement supérieur. En Uruguay, plus de 60% des étudiants qui bénéficient de la gratuité des études dans les établissements publics d'enseignement

Figure 10 Les événements de la petite enfance (entre 1 et 5 ans) peuvent marquer durablement les jeunes (entre 13 et 15 ans)



Sources: Walker et al. (2005) et Kagitcibasi, Sunar, et Bekman (2001).
Note: En Turquie, l'intervention a porté sur des enfants de 3 à 9 ans, et a comporté la formation au rôle parental et la garderie. Seules les aptitudes au rôle parental ont eu un effet sur le groupe d'âge de suivi, entre 13 et 15 ans. En Jamaïque, les enfants de 1 à 2 ans ont reçu une stimulation psychosociale professionnelle pendant 2 ans, et le suivi a eu lieu entre 17 et 18 ans. Dans les deux cas, il s'agit d'évaluations contrôlées de l'incidence.

supérieur proviennent des deux quintiles les plus aisés²². Des prêts ou des bourses d'études ciblées aux étudiants provenant des familles défavorisées pourraient constituer une démarche efficace et viable. Par exemple, certains pays subventionnent les établissements privés d'enseignement secondaire et supérieur en fonction du nombre d'étudiants à faible revenu qu'ils reçoivent. Les établissements présentent la demande de subventions et font ensuite l'objet d'une évaluation pour déterminer s'ils satisfont aux normes de qualité (chapitre 3).

L'accumulation des qualifications en cours d'emploi allège les obstacles à l'entrée sur le marché du travail et facilite la mobilité

Le renforcement des possibilités d'emploi pour les jeunes est plus efficace lorsqu'il repose sur le principe d'une croissance généralisée qui stimule la demande : une marée montante soulève la barque des jeunes, et celle de tout un chacun.²³ Dans de nombreux pays, une économie axée sur les exportations et l'investissement étranger direct a renforcé la demande de jeunes travailleurs. De telles mesures, associées à une solide éducation de base, sont citées comme source de croissance à l'origine du « miracle » de l'Asie de l'Est²⁴. En Indonésie, dans les secteurs fortement tournés vers les exportations, tels que l'électronique et les textiles, la part de l'emploi des jeunes est supérieure au double de la moyenne nationale — des secteurs véritablement à « forte intensité de jeunes » (chapitre 4). Ces mesures ont un effet particulièrement stimulant sur des groupes auparavant exclus, comme les jeunes femmes à Penang en Malaisie, dont l'entrée sur le marché du travail, il y a 20 à 30 ans, a donné un coup de fouet à l'industrie naissante de l'électronique et modifié les stéréotypes sociaux concernant les femmes. Les mesures qui ouvrent l'économie au libre-échange ont donc tendance à favoriser les jeunes. Une lentille jeunesse ne modifierait pas nécessairement ces mesures — elle consoliderait simplement les arguments en faveur de leur maintien en place.

Une lentille jeunesse peut aussi signifier qu'il faudrait modifier certaines politiques générales lorsqu'on prend en compte les conséquences sur les jeunes. C'est notamment le cas de la réglementation du marché du travail qui affecte de manière disproportionnée les nouveaux entrants. Les mesures qui limitent la souplesse et la mobilité entre les secteurs ont tendance à retarder l'entrée sur le marché du travail et pèsent plus sur les jeunes que sur d'autres groupes. Les lois sur la protection de l'emploi en Amérique latine et dans les pays membres de l'OCDE peuvent accroître le taux de chômage des jeunes (chapitre 4). Si les

salaires minimums sont fixés à un niveau trop élevé, ils peuvent décourager l'emploi des personnes non qualifiées, dont la plupart sont des jeunes qui commencent leur vie active. Ce n'est pas une raison pour abolir toutes ces lois et réglementations. Elles invitent plutôt à élaborer des mesures qui assurent une protection suffisante sans entraver les possibilités offertes à des groupes déjà défavorisés.

Dans les pays plus pauvres comme le Burkina Faso, la Gambie, le Nicaragua, le Paraguay, le Rwanda et la Sierra Leone, de nombreux jeunes ont plus de chance de commencer à travailler dans le secteur informel (chapitre 4). Ce secteur ne réglera certainement pas tous les problèmes de l'emploi des jeunes — même pour vendre dans la rue il faut avoir certaines aptitudes de vente et des connaissances de la langue et les conditions peuvent être très difficiles — mais il est établi qu'il peut constituer un tremplin particulièrement robuste et producteur, permettant parfois d'accéder à un emploi formel.

Pour que ces emplois représentent le point de départ et non pas l'aboutissement de leur carrière, les jeunes doivent être en mesure de bouger librement pour tirer parti des opportunités qui se présentent. Une formation pratique consistant à inculquer des aptitudes professionnelles mais aussi comportementales peut rendre les jeunes plus mobiles. Les résultats obtenus dans ce type de formation par les écoles voire les grandes institutions publiques nationales sont cependant mitigés dans le meilleur des cas. Existe-t-il d'autres solutions ? L'expérience des pays développés en matière d'apprentissage et de stages formels qui permettent d'acquérir une « expérience professionnelle structurée », pourrait servir d'exemple pour les pays à revenu intermédiaire qui développent rapidement un secteur salarié moderne. Dans d'autres pays, l'apprentissage classique dans les entreprises du secteur informel est plus répandu, et des mesures d'incitation peuvent servir à améliorer la qualité et encourager l'innovation, le programme Jua Kali au Kenya en étant un exemple (chapitre 4).

Le travail indépendant est une autre option pour les jeunes. Certains sont des entrepreneurs par nécessité, d'autres le sont à l'occasion. Les deux types se heurtent à des obstacles rendus plus contraignants par leur âge, tels que l'accès au capital et aux réseaux d'entreprises. En Amérique latine se mettent en place des programmes fournissant le capital de démarrage pour faciliter la mobilisation des financements et établir des contacts.

La mobilité géographique multiplie également les possibilités et les jeunes représentent une part disproportionnée de toutes les personnes qui migrent tant vers les zones urbaines que vers d'autres pays. En Chine, 118 millions d'habitants des zones rurales cherchent un emploi en dehors de leurs villages

« Nous n'avons qu'un statut d'observateur dans la prise de décision dans cette communauté. »

Jeune personne,
Bonthe District, Sierra Leone
Février 2006

d'origine, et en raison de l'amélioration de la productivité en milieu rural, cet exode n'a pas sensiblement réduit la production agricole. Mais les migrants n'ont pas le même accès aux services sociaux que les personnes qui ont un permis de résidence urbaine. De même, ils ne bénéficient pas de la gamme complète des prestations de sécurité sociale et de protection sociale, ce qui exacerbe les pressions sociales. Des mesures qui facilitent la transition vers les villes et à travers les frontières, par exemple en reconnaissant les droits des migrants, seraient efficaces et équitables. La Chine commence à adopter de telles mesures.

Les jeunes représentent une forte proportion des migrants internationaux. La migration multiplie les possibilités d'emploi (chapitre 8). Elle augmente aussi les choix pour l'éducation, en particulier dans l'enseignement supérieur. Les possibilités d'enseignement secondaire dans le pays d'origine peuvent aussi augmenter grâce aux envois de fonds par les migrants, parents ou autres membres de la famille. Des mesures tant dans les pays d'origine et que dans ceux d'accueil peuvent permettre aux migrants de profiter de ces possibilités (encadré 3).

Participation à la vie civique — permettre aux jeunes de faire entendre leur voix dans l'élaboration des mesures et la prestation des services

Les possibilités pour les jeunes d'être recon-

nus et entendus en tant que citoyens, et d'être associés aux initiatives de la communauté, revêtent de l'importance pour la prestation des services qui influent directement sur la jeunesse. *Le Rapport sur le développement dans le monde 2004*²⁵ a qualifié cette participation de « pouvoir des clients », en soutenant qu'il peut faire en sorte que les prestataires soient plus attentifs aux besoins des personnes qui comptent — les bénéficiaires. La participation est également importante parce que l'esprit civique des jeunes a tendance à durer, et la manifestation de cet esprit civique tôt dans la vie est un bon indice de la capacité et de la volonté de participer à l'avenir. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils accorder une plus large place à cette participation plutôt que de l'entraver ?

Pour la plupart des jeunes, la consultation directe et la reconnaissance par le biais de leur participation à la prise de décisions et la mise en œuvre de celles-ci peuvent constituer des actes plus importants que le vote, par exemple. Ces possibilités comprennent non seulement celles qui sont offertes par des programmes publics, mais aussi par des organisations sociales et civiques, telles que les associations rurales en Afrique de l'Ouest (*kafoolu*), les écoles de samba et les clubs sportifs au Brésil et les 4-H et les scouts partout dans le monde. Le service national, que ce soit militaire ou civil, représente une autre possibilité de participation active envisagée par les pays. Les programmes de service de jeunes efficaces mettent l'accent, dans leur conception, sur la

ENCADRÉ 3 *La migration internationale offre des possibilités et présente des risques pour les jeunes*

La probabilité de migration internationale est la plus élevée peu avant et peu après l'âge de 20 ans (voir figure), de sorte que les jeunes représentent une part disproportionnée des migrants dans le monde — et aussi bien souvent une forte proportion des migrants qui reviennent chez eux. Près du tiers du flux migratoire en provenance de tous les pays en développement est âgé de 12 à 24 ans, et la moitié de 12 à 29 ans. L'explosion de la population de jeunes dans les pays en développement et le vieillissement de la population de la plupart des pays développés se traduiront par une augmentation de la demande de migrants au cours des années à venir. Malgré tout, la majeure partie de la demande de migration légale par les jeunes n'est pas satisfaite, 50 à 90 % de jeunes dans certains pays indiquant qu'ils migreraient, généralement de manière temporaire, s'ils en avaient l'occasion. Ainsi, les jeunes risquent plus que leurs aînés de recourir à la migration illégale et de devenir des victimes de la traite des êtres humains.

La migration des jeunes a d'importantes incidences directes sur la croissance et la réduction de la pauvreté grâce aux envois de fonds et au retour des migrants qui ont acquis des compétences à l'étranger. Elle peut donc représenter

un moyen non négligeable dont pourraient se servir les jeunes pour valoriser leur capital humain et contribuer à réduire la pauvreté dans leurs propres pays.

Les pays développés pourraient aider en allégeant les restrictions à l'immigration des travailleurs temporaires. Pour optimiser les effets de la migration sur le développement, les pays en développement doivent adopter des mesures qui :

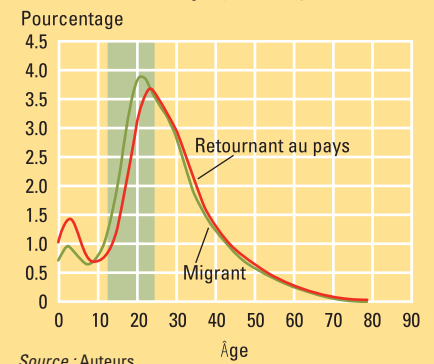
- renforcent les avantages procurés par les jeunes migrants existants, par exemple, en réduisant les frais d'envoi de fonds, en facilitant l'accès aux sources de financement, et, dans le cas des migrants qui reviennent, en reconnaissant les qualifications acquises à l'étranger ;
- accroissent les possibilités de migration par d'autres jeunes, en réduisant les coûts élevés des passeports, en éliminant les restrictions juridiques de l'émigration, et en mettant en place des programmes de travail bilatéraux actifs ;
- atténuent les risques de la migration, par des campagnes d'information visant à réduire la traite des êtres humains et la propagation des maladies infectieuses, et

par l'expansion des possibilités d'emploi à domicile ;

- facilitent le retour des migrants qui ont acquis une expérience utile à l'étranger, en améliorant le climat d'investissement dans le pays.

Source : Auteurs.

Les Mexicains migrent jeunes et reviennent au Mexique jeunes également



souplesse, la contribution des jeunes, la responsabilité et l'autonomie en matière d'organisation (chapitre 7).

Il arrive souvent que les jeunes aient plus des chances de faire entendre leur voix et d'exercer une influence plus directe dans un contexte local. À Ceará au Brésil, les jeunes ont la possibilité d'examiner le budget de l'État et d'identifier des initiatives qui ne sont pas prévues au programme. L'élargissement de telles possibilités n'a pas simplement pour effet d'assurer la stabilité — c'est aussi un moyen d'obtenir de meilleurs résultats et de développer les compétences en matière de prise de décisions.

Les politiques qui renforcent les capacités : les jeunes en tant que décideurs

La deuxième lentille jeunesse est focalisée sur la nécessité d'aider les jeunes à faire des choix plus éclairés sur les opportunités que leur offre la vie. Lorsque les jeunes entrent dans l'adolescence, ce sont leurs parents et les aînés de la famille qui prennent pour eux les décisions les plus importantes. À mesure qu'ils avancent en âge, ce sont eux, et non plus leurs parents ou leur famille, qui prennent les décisions. La rapidité de cette transition varie grandement d'une société à l'autre. Dans certaines sociétés, elle intervient tôt. Mais dans beaucoup d'autres sociétés, les jeunes ne peuvent prendre que certaines décisions — et quand ils ont atteint un certain âge. Pour certains, le temps de l'indépendance n'arrive jamais. C'est le cas par exemple des jeunes femmes qui vivent dans les sociétés traditionnelles, où le pouvoir de décision passe simplement des parents au mari.

Ces différences apparaissent bien dans les réponses données dans le cadre d'une

enquête internationale par des jeunes de 15 à 24 ans auxquels on demandait qui avait le plus de poids dans les décisions concernant le mariage, l'éducation et le travail (figure 11). Très rares sont les jeunes Bangladaïses qui pensent qu'il leur appartient au premier chef de décider de leurs études ou de choisir leur mari. En revanche, les jeunes Albanaises, Malaisiennes et Roumaines sont parfaitement assurées d'avoir leur destin en mains dans ces domaines. L'opinion des Éthiopiennes, des Iraquiennes et des Tadjiks est mitigée. Ces proportions se retrouvent, à quelques exceptions près, dans les réponses données par les jeunes gens (chapitre 2). Les Iraquiens se sentent moins maîtres du jeu que les Iraquiennes pour le travail et les études ; les Bangladaïses se sentent bien plus sûrs que les femmes de pouvoir décider de leur emploi et de leur mariage, mais pas de leurs études.

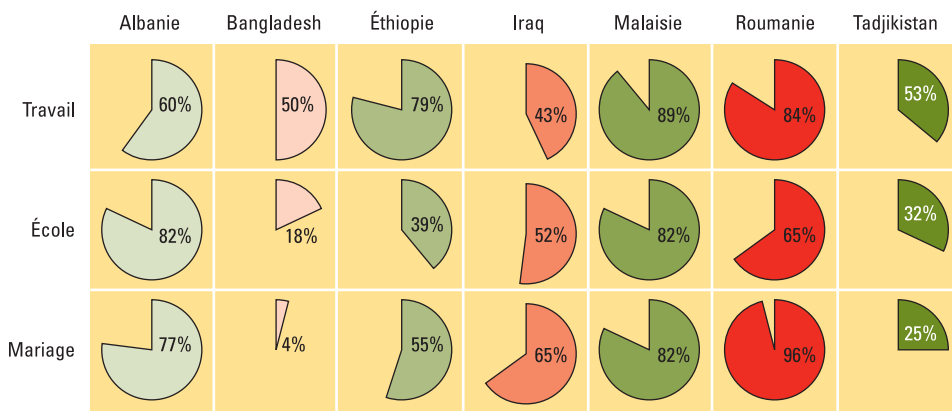
Même si on ne peut parler vraiment d'indépendance, dans tous les pays du monde, les jeunes prennent d'importantes décisions qui peuvent influencer sur leur avenir, même dans les communautés qui semblent liées par les traditions. Les jeunes qui achèvent leur cycle primaire peuvent s'inscrire dans un établissement secondaire pour plaire à leurs parents, mais leurs propres efforts entreront pour beaucoup dans leur réussite. La loi peut interdire les mariages précoces, mais les jeunes peuvent quand même avoir des rapports sexuels qui peuvent déboucher sur des grossesses non désirées. En d'autres termes, ils exercent leur « capacité d'agir », expression définie par les spécialistes des sciences sociales comme la possibilité pour les jeunes de définir leurs objectifs et d'agir en fonction de ces objectifs²⁶.

La capacité d'agir doit être reconnue. Cela peut être aussi simple que de s'assurer que les jeunes aient une identité juridique et

« [La] majorité des jeunes de Georgia se rendent compte à présent que le facteur déterminant . . . permettant de trouver des emplois appropriés réside en eux-mêmes. »

Jeune personne,
Tbilisi, Georgia
Décembre 2005

Figure 11 Qui décide ? Le pourcentage de jeunes femmes (15 à 24 ans) qui estiment avoir le plus de prise sur les événements clés de leur vie varie grandement d'une société à l'autre



Source : Rapport sur le développement dans le monde 2007, InterMedia surveys.

Note : La figure indique le pourcentage des jeunes du groupe d'âge de 15 à 24 ans qui ont répondu « moi » (plutôt que les parents, l'État ou d'autres) à la question : « Pour [chaque tournant important de l'existence : votre emploi actuel ou le plus récent, vos années d'études et votre conjoint], qui a eu le plus de poids dans la décision ? »



qu'ils disposent notamment des documents souvent indispensables pour avoir accès aux services de base. Mais la reconnaissance ne suffit pas — la capacité d'agir implique d'être informé, d'avoir des moyens appropriés et d'être responsable. Autrement dit, si la capacité d'agir doit aider les jeunes à tirer parti des opportunités qui se présentent, il faut que les intéressés soient « capables ». Qu'est-ce qui détermine cette capacité ? L'accès à l'information, la maîtrise des ressources réelles et la capacité à traiter l'information et à agir en fonction de l'information. Les gouvernants peuvent intervenir utilement dans ces trois domaines.

Informers les jeunes

Les jeunes savent beaucoup de choses. Comme ils ont en général un niveau d'instruction plus élevé que celui des générations précédentes, le taux d'alphabétisme est bien plus élevé dans ce groupe d'âge. Ils utilisent aussi bien plus souvent que leurs anciens l'une des sources d'information les plus répandues qui soient actuellement dans le monde, à savoir l'Internet (chapitre 8). Mais il leur reste beaucoup à apprendre, et la base des connaissances nécessaires pour éclairer les décisions fondamentales à prendre au sujet de l'investissement dans le capital humain et du comportement en matière de risques laisse souvent à désirer. Rappelons le faible taux de connaissance des jeunes femmes d'Afrique quant à l'utilisation des préservatifs, même parmi celles qui ont un bon niveau d'instruction (voir encadré 2). Une enquête menée en 2003 auprès de jeunes Vietnamiens du groupe d'âge de 14 à 25, par ailleurs bien informés et instruits, montre que moins de 60 % des jeunes ruraux avaient entendu parler de la syphilis ou de la gonorrhée²⁷. Dans un pays où les accidents de la route sont la principale cause de décès et de blessures graves parmi les 15 à 19 ans, et où plus de 70 % des jeunes citadins utilisent la moto comme moyen de transport, un quart seulement portent le casque — beaucoup ne sont simplement pas convaincus de son utilité au plan de la protection.

Que peut-on faire pour mieux informer les jeunes des avantages et des coûts que représente l'investissement dans leur propre capital humain ? Les interventions efficaces passent par les écoles, utilisent les médias de manière plus générale, améliorent le contenu des campagnes d'information et exploitent les nouvelles technologies.

Améliorer les programmes d'études enseignés dans les écoles et l'information sur les écoles. Inculquer les compétences de la vie dans les écoles est le moyen le plus sûr d'améliorer les capacités des jeunes. Cela va au-delà des compétences nécessaires pour poursuivre les études et entrer dans la vie active. Les

programmes d'éducation sur l'hygiène de la reproduction offerts par les écoles permettent d'améliorer les connaissances des élèves dans ce domaine et de promouvoir l'adoption d'un comportement sexuel sans risque²⁸. Un programme d'éducation sexuelle introduit dans les écoles au Kenya — qui donne aux jeunes filles des informations spécifiques, telles que la prévalence des infections liées au VIH parmi les hommes plus mûrs — a permis de réduire le nombre des grossesses (chapitre 5). Et rien ne permet d'établir que l'éducation sexuelle s'accompagne d'une augmentation de l'activité sexuelle parmi les jeunes.

Mais il ne suffit pas d'intervenir dans les écoles étant donné le nombre important de jeunes qui abandonnent leurs études dans les pays en développement. La pauvreté en est la cause dans bien des cas, mais il est possible aussi que les jeunes ne soient pas suffisamment informés des avantages que présente la poursuite des études. Dans la République dominicaine, le seul fait de parler aux jeunes gens des gains « réels » que leur apporteraient leurs études, ce qui n'est guère une intervention coûteuse, a fait monter les taux d'achèvement dans le cycle secondaire (encadré 4).

Examiner les options autres que l'école. Comment cibler au mieux ceux qui ont abandonné leurs études ou n'ont jamais cherché à s'instruire ? Les succès obtenus par le Cambodge et la Thaïlande dans leur lutte contre la propagation du VIH/SIDA sont attribués à l'organisation de campagnes d'information structurées passant par les médias et d'autres sources d'informations²⁹.

S'il est difficile d'établir qu'une campagne produit les effets désirés en raison des nombreux autres facteurs qui influent sur les résultats, quelques études rigoureuses ont été effectuées pour tenter de résoudre le problème d'attribution. Le programme Better Life Options offre un ensemble de services à des jeunes femmes (du groupe d'âge de 12 à 20 ans) des bidonvilles périurbains et des régions rurales de l'Inde. Il diffuse des informations sur l'hygiène de la reproduction et les services fournis, finance des activités de formation professionnelle et encourage les femmes à se prendre en charge en organisant des activités ludiques à leur intention et en distribuant des documents d'information. Une analyse à plusieurs variables montre que les femmes qui participent au programme interviennent nettement plus dans les décisions importantes de la vie — telles que les dépenses du ménage, l'âge du mariage, et la poursuite des études — que celles qui n'y participent pas³⁰.

Moissonner le savoir du monde grâce aux nouvelles technologies, telles que l'Internet, pour informer la jeunesse. Un meilleur climat

de l'investissement privé dans la technologie est important pour les jeunes. Comme il y a tout lieu de penser qu'ils utiliseront plutôt des modes d'accès communaux, tels que les cyber cafés, les réglementations destinées à faciliter l'entrée des entreprises dans ces secteurs auraient des effets positifs. La réforme des formalités de délivrance des licences en Algérie, qui a rendu l'obtention de l'agrément plus abordable pour les fournisseurs de services Internet, a entraîné une véritable explosion des cyber cafés dans le pays entre 1998 et 2000 (chapitre 8). Mais, comme une grande partie de l'information disponible sur le Web est en langue étrangère, des efforts sont nécessaires pour promouvoir le contenu local. Beaucoup de jeunes ont aussi besoin d'être encadrés pour apprendre comment éviter les risques liés à l'utilisation de l'Internet et comment trouver des informations fiables dans la masse des données disponibles.

Améliorer la fourniture et la gestion de l'information pour s'assurer que ce qui doit être enseigné est bien enseigné. Ceux qui prétendent être des formateurs sont souvent mal formés eux-mêmes. Pour remédier à ce problème dans les pays en développement, il faut donner une meilleure formation aux formateurs et améliorer leurs incitations. Les services d'orientation professionnels fournis par les écoles sont assez prometteurs au Chili, aux Philippines, en Pologne, en Roumanie, dans la Fédération de Russie, en Afrique du Sud et en Turquie. Ce que l'on constate régulièrement, c'est que le succès de ces services dépend en fait de l'information mise à la disposition des conseillers (chapitre 3).

Les conclusions basées sur des informations déficientes en raison du « bruit de fond » des flux d'information peuvent être lourdes de conséquences. Il ressort de nombreuses études que les jeunes ont tendance à surestimer le niveau de l'activité sexuelle et d'autres comportements à haut risque de la population, ce qui accroît les pressions qu'ils ressentent pour se conformer à la norme (chapitre 5). Dans de nombreuses sociétés, en particulier pendant la période où les jeunes se cherchent une identité, les pairs peuvent avoir au moins autant d'influence sur les décisions que les familles ou les écoles. L'information fournie à un jeune peut donc avoir un effet de contagion sur les autres. Certains programmes commencent à faire appel à des jeunes comme prestataires de service à temps partiel. Tel est le cas du ministère jamaïcain de la Santé, qui encourage l'apprentissage par les pairs pour combattre le VIH/SIDA.

Aider les jeunes à utiliser les ressources

Comme les jeunes ne commencent seulement qu'à être financièrement indépendants, leurs décisions de consommation et d'invest-

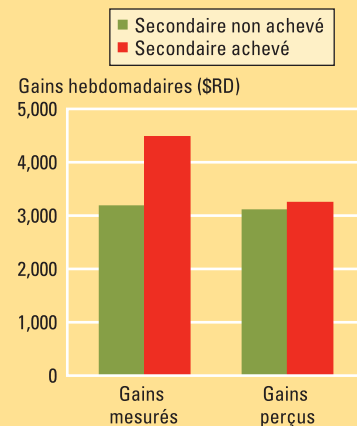
ENCADRÉ 4 *Savoir ce qui est bon pour vous : expliquer aux jeunes les avantages des études peut influencer sur les résultats*

Les garçons connaissent-ils la valeur des études ? Pas toujours. En République dominicaine, une enquête menée en 2001 auprès des garçons de la dernière année du cycle primaire visait à comparer les bénéfices qu'ils attendaient de la poursuite de leurs études aux bénéfices réels qu'ils en retireraient en termes de différences dans les profils des salaires par âge. Elle a permis de constater que ces jeunes avaient une idée précise des avantages associés à l'achèvement du cycle primaire (sans terminer le cycle secondaire), lesquels correspondaient systématiquement aux profils des salaires attendus. Mais ils sous-estimaient grandement la rentabilité des études secondaires complètes. Le niveau moyen des gains salariaux effectifs (sur la base d'enquêtes) entre l'achèvement du cycle secondaire et l'achèvement du cycle primaire, mesuré à 1 300 pesos environ (à peu près 200 dollars), était dix fois plus élevé que le salaire attendu de 140 pesos (à peu près 21 dollars) (figure). C'est dans les estimations des jeunes issus des foyers les plus défavorisés que les différences observées étaient les plus fortes.

Certains élèves d'écoles sélectionnées de façon aléatoire ont reçu des informations sur les profils de salaires effectifs estimés. Les enquêtes complémentaires menées en 2005 montrent que la probabilité que ces élèves poursuivent leurs études l'année

suivante était 12 % plus élevée que ceux qui n'avaient pas bénéficié des ces informations.

Le niveau effectif mesuré des gains salariaux liés à l'achèvement des études primaires dans la République dominicaine est nettement plus élevé que celui des gains attendus



Source : Jensen (2006).

tissement se heurtent nécessairement à des contraintes particulières. En fait, si les jeunes quittent le foyer plus tardivement, même dans les pays riches, c'est parce qu'ils prennent appui sur leur famille pour consolider leur situation économique. Les jeunes issus de milieux défavorisés ou ceux qui, pour une raison ou une autre (parents décédés, famille désunie), ne peuvent plus compter sur les ressources de la famille, doivent parfois traverser une passe difficile avant de se procurer des moyens d'existence durables. Et, quant aux jeunes femmes, elles se trouvent dans une position de faiblesse pour négocier avec leur famille, en particulier pour les questions touchant le mariage et les maternités.

Choisir d'investir dans la formation qualifiante représente un coût substantiel pour les jeunes. Les frais que cela entraîne sont généralement variables. Pour la moitié des étudiants des universités privées d'Argentine, du Brésil, du Chili et de la Colombie, ils oscillent entre 30 % et 100 % du PIB par habitant³¹. Même pour les jeunes qui fréquentent les universités publiques gratuites, les coûts d'opportunité sont loin d'être négligeables. Comme les études de troisième cycle sont très rentables pour les étudiants, ces coûts ne représenteraient pas une contrainte insurmontable s'il n'y avait pas de problème de liquidité. Mais le problème est là. Une étude récente au Mexique montre que

« Je suis dans une situation difficile ; je ne peux pas aller à l'école parce que je suis le principal soutien de ma famille. Dans les zones rurales, on n'a pas la possibilité d'apprendre après les heures de classe... Je n'ai pas réussi à l'examen d'entrée à l'université. »

Dang, 25 ans,
Bac Can, Vietnam
Mai 2006

« Dans ma région, si vous réussissez à l'examen d'entrée à l'université vous y poursuivez vos études. Si vous échouez, vous restez à la maison pour élever le buffle. »

Hoang (amie de Dang),
Bac Can, Vietnam
Mai 2006

les ménages hésitent à inscrire leurs enfants à l'université si leur revenu diminue temporairement, même si leur revenu permanent n'est pas modifié sur le long terme³².

À l'évidence, il devrait suffire de fournir du crédit pour lever cette contrainte. Comme les étudiants les plus pauvres ne peuvent obtenir de prêt aux conditions du marché, car ils ne peuvent offrir de caution ou la garantie de leurs parents, ces mécanismes de crédit ne peuvent fonctionner efficacement pour les étudiants qui ne bénéficient d'aucune aide de l'État. En outre, les pressions qui s'exercent sur les jeunes pour qu'ils commencent à gagner leur vie sont déjà suffisamment fortes, même sans qu'ils aient à rembourser une dette plusieurs fois supérieure à leur salaire. De nombreuses institutions publiques ont du mal à gérer ces mécanismes à cause du faible taux de recouvrement des prêts, d'autant que les jeunes passent par de multiples périodes de chômage. L'Australie a innové en instaurant un système qui lie le remboursement des prêts au revenu des diplômés tel qu'il ressort des dossiers de l'administration fiscale. Des pays à revenu intermédiaire tels que la Thaïlande commencent seulement à essayer ces mécanismes, qui vaudraient d'être suivis et évalués. Pour les pays dont les systèmes d'imposition sur le revenu sont insuffisamment développés, il est peut-être préférable d'opter pour des solutions telles que l'attribution de bons de scolarité et les comptes individuels de formation (chapitre 3).

La contrainte de revenu est incontournable dans les pays pauvres, même pour le cycle secondaire. Comme les parents sont la principale source de soutien pour les jeunes de cet âge, certaines subventions octroyées pour encourager la scolarisation ciblent les ménages, mais les transferts sont liés aux résultats scolaires des jeunes. Le programme Oportunidades du Mexique fournit une incitation de ce genre en offrant des transferts plus importants aux ménages s'ils maintiennent leurs filles à l'école. Dans les régions rurales, le taux de scolarisation des filles dans les trois années

du premier cycle secondaire a augmenté dans des proportions nettement plus fortes que celui des garçons (figure 12).

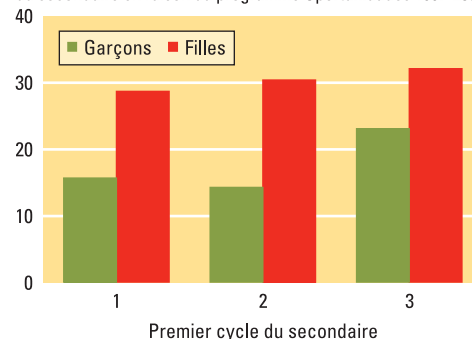
Certains programmes novateurs fournissent directement les subventions aux jeunes, et en particulier aux filles — en partie pour les inciter à obtenir de bons résultats scolaires, mais aussi pour s'assurer que la décision de fréquenter l'école leur appartient, et contourner les préventions séculaires à l'encontre de la scolarisation des filles. Le Programme bangladais d'indemnités de subsistance aux écolières du cycle secondaire (FSSAP) cible les filles de la tranche d'âge 11–14 ans, et verse chaque mois une allocation déterminée dans un compte bancaire au nom des jeunes filles, à condition qu'elles ne se marient pas et qu'elles aient des résultats suffisamment bons pour obtenir la moyenne à l'école (chapitre 6). Ce programme doit encore faire l'objet d'une évaluation rigoureuse, mais il a entraîné une augmentation très importante des effectifs féminins dans les écoles du pays³³. Ces systèmes basés sur l'incitation peuvent fonctionner trop bien s'ils conduisent les prestataires à n'augmenter que la quantité et non la qualité. Les préoccupations quant à l'insuffisance des résultats scolaires dans la première série de programmes FSSAP ont été prises en ligne de compte dans les programmes qui ont suivi.

Ces programmes font plus qu'aider les fillettes à fréquenter l'école. Ils mettent aussi en lumière l'importance des ressources pour améliorer les capacités des jeunes femmes en tant qu'acteurs décisionnels au sein de la famille. Certains mariages précoces sont arrangés pour combler les vœux des familles plutôt que ceux du jeune couple. Si ces unions sont heureuses dans beaucoup de cas, il n'en demeure pas moins que c'est une violence, illégale dans presque tous les pays, comme l'est le don de très jeunes filles, dont certaines ont moins de 12 ans, en mariage à des hommes bien plus âgés en échange de l'annulation d'une dette. Les jeunes femmes pauvres risquent aussi plus que les autres de succomber aux pressions exercées pour qu'elles acceptent de l'argent ou des cadeaux contre des faveurs sexuelles, ce qui accroît le risque de contracter des infections transmises par les rapports sexuels. En les aidant à gagner leur vie, ou en leur fournissant du crédit et en leur constituant une épargne, on peut leur donner des moyens de résister aux pressions exercées pour qu'elles adoptent une conduite qui met leur santé en danger (chapitre 6).

Les jeunes, incapables de gagner leur vie en travaillant pour d'autres, travaillent souvent pour eux-mêmes. Certains saisissent les occasions qui se présentent volontairement, d'autres le font par nécessité, mais les problèmes financiers sont leur lot commun. Même si les perspectives d'avenir les plus brillantes leur sont promises, les jeunes n'ont pas de

Figure 12 Il vaut le coup d'aller à l'école

Augmentation en pourcentage des inscriptions au premier cycle du secondaire en raison du programme Oportunidades 1997-2001



Source: Parker (2003).

cote de solvabilité, ils sont inexpérimentés et ils ne peuvent présenter aucune garantie s'ils veulent emprunter pour commencer à gagner leur vie. Les programmes qui visent à aider les jeunes entrepreneurs sont plus nombreux maintenant, encore faut-il les évaluer de façon rigoureuse. Les premiers bilans tirés des programmes latino-américains « Endeavor », qui fournissent des financements et de l'assistance technique aux jeunes, sont encourageants (chapitre 4).

Renforcer l'aptitude à prendre la bonne décision

Une fois qu'ils disposent de moyens et d'informations, les jeunes doivent ensuite filtrer l'information et l'évaluer, ce qui est encore plus nécessaire depuis que l'Internet existe, et réfléchir aux conséquences de leurs actes. Le processus d'évaluation et d'action sur les bases de l'information est une entreprise ardue, même pour ceux qui ont le plus confiance en eux-mêmes. Pour beaucoup de jeunes, l'entreprise est d'autant plus compliquée qu'ils se cherchent encore une identité. Le processus du développement du sens de soi est utilisé par certains économistes pour expliquer les actes apparemment irrationnels qui mettent le capital humain en danger. Tel est le cas en particulier de la tendance qu'ont les jeunes à s'engager dans des comportements risqués tels que le fait de devenir membre d'un gang violent, malgré la faible rentabilité économique qu'ils peuvent espérer tirer de ces activités (chapitre 2).

L'aptitude à traiter l'information commence à s'acquérir à l'école, dès les premières années d'étude. Mais de nombreux systèmes éducatifs échouent dans cette entreprise parce qu'ils privilégient l'apprentissage mécanique. Rares sont ceux qui mettent l'accent sur la réflexion et les compétences comportementales — motivation, persistance, coopération, esprit d'équipe, aptitude à gérer le risque et les conflits —, qui aident les individus à traiter l'information et à prendre des décisions rationnelles en toute connaissance de cause. Ces programmes ont été bien testés dans des pays développés tels que les Pays-Bas et les États-Unis, et ils commencent à l'être dans des pays en développement aussi (chapitre 3).

Pour changer les mentalités, il faut parfois changer les conditions de l'apprentissage — afin de contrarier les habitudes profondément ancrées, dont on n'a même pas conscience parfois, qui façonnent le comportement. Les travaux de recherche menés par des écoles secondaires thaïlandaises montrent que les filles qui étudient dans des écoles qui leur sont réservées ont de meilleurs résultats en maths et des qualités d'initiative plus affirmées que les filles qui fréquentent des établissements mixtes, constat qui rejoint

celui des recherches effectuées dans des pays développés³⁴. Un autre exemple est fourni par les programmes de formation à l'emploi avec hébergement aux États-Unis, qui permettent aux participants d'éviter les interactions dans leurs propres quartiers défavorisés et de développer l'image de soi. Ces programmes sont plus efficaces que ceux qui tentent de faire des économies en se dispensant d'offrir l'élément coûteux que représente l'hébergement³⁵.

Avec des incitations, on peut aussi aider les jeunes à prendre la bonne décision, en particulier s'ils ne tiennent pas compte des effets sur les autres (ou sur eux-mêmes à terme) —, même s'ils disposent de l'information et savent comment décider pour eux-mêmes. En Indonésie, on estime que la hausse du prix des cigarettes influe davantage sur la consommation des jeunes que celle des adultes, constat qui correspond aux observations faites dans des pays plus riches³⁶. Par contre, l'interdiction de la publicité pour les cigarettes et l'alcool et l'imposition d'un âge minimum pour consommer de l'alcool augmentent le « prix » de ces comportements, mais leur impact est en général faible.

Programmes d'action visant à offrir une seconde chance

Élargir les opportunités offertes aux jeunes et les aider à faire des choix avisés sont des priorités, d'autant que les programmes de rattrapage sont coûteux. Et pourtant, nombreux sont ceux qui ne peuvent profiter de ces opportunités, même si elles sont offertes. Que peut-on faire pour cette jeune fille de 19 ans que les parents ont enlevée de l'école à l'âge de 9 ans parce qu'ils n'avaient pas de moyens ? Ou de son frère jumeau qui est encore à l'école primaire ? Et le jeune chômeur de 23 ans qui vient de fonder une famille, mais qui n'a jamais acquis de formation sur le tas parce qu'il n'a pas pu trouver d'emploi dans le secteur formel ? Ou le pickpocket à la petite semaine incarcéré dans une prison pour adultes avec des criminels endurcis ? Quelles sont les possibilités qui s'offrent à ceux qui, selon l'expression consacrée, sont maltraités par la vie ?

Certains jeunes ont des résultats décevants parce que les opportunités ont manqué — d'autres parce qu'ils ont choisi la mauvaise voie. Plus de la moitié des infections par le VIH/SIDA se déclarent chez des jeunes de moins de 25 ans, dans la plupart des cas à la suite de rapports sexuels volontaires ou de l'utilisation intraveineuse de drogues (chapitre 5). En Jamaïque, les meurtres et des crimes violents sont pour moitié le fait de jeunes hommes de 18 à 25 ans, qui représentent 10 % de la population³⁷. Ce n'est pas vraiment une surprise étant donné que la recherche comportementale montre que les jeunes ont moins d'aversion pour le risque que les per-

« [Un bon nombre] de mes connaissances [que] j'ai rencontrées à un moment ou à un autre de ma vie ... sont mortes, en prison ou infirmes. Marcos [jeune activiste] m'a introduit dans le mouvement [de la seconde chance] ... J'ai participé à des réunions, rencontré des gens ... Nous commençons à être intégrés en tant que communauté, [à] prendre conscience... pour quitter le trafic de la drogue. »

Bruno, 21 ans,
Ceará, Brésil
Mai 2006

sonnes plus âgées³⁸ et que toute activité criminelle est dangereuse.

Les politiques qui aident les jeunes à redresser la barre peuvent fournir un filet de protection et avoir des effets positifs pour la société bien des années plus tard. Appelées dans ce rapport les politiques de la seconde chance, elles doivent être bien conçues, bien ciblées et bien coordonnées, et offrir les incitations qu'il faut aux bénéficiaires.

Ciblage minutieux des programmes

Comme les programmes de la seconde chance sont des programmes coûteux, il est important de les réserver aux jeunes les plus démunis, tels que les orphelins et ceux dont les familles sont trop pauvres pour les aider en cas de besoin. Les interventions basées sur le contrôle des ressources, le ciblage géographique et l'autosélection consacrent toutes une part plus importante des prestations au deux quintiles les plus pauvres de la population.

S'il faut éviter les erreurs d'inclusion (fournir des subventions à ceux qui n'en ont pas besoin), il est surtout important d'éviter les erreurs d'exclusion, autrement dit de laisser sur le bord de la route des jeunes qui ont besoin d'aide. C'est particulièrement vrai au niveau des risques sanitaires parce que certains comportements à risque n'ont pas toujours une incidence immédiate et discernable sur la santé. Chaque année, plus de 100 millions de jeunes sont atteints par des maladies sexuellement transmissibles (MST), et en particulier le VIH. Certaines d'entre elles sont facilement traitées si elles sont décelées précocement. Mais dans bien des cas, elles passent inaperçues, en particulier lorsque les symptômes initiaux sont bénins. En Afrique du Sud, beaucoup de services de la santé reproductive ne sont pas facilement accessibles aux jeunes et, lorsque les jeunes frappent à leur porte, ils souffrent de la réprobation et de l'hostilité qu'ils sentent de la part des agents de santé. Il n'est donc pas surprenant dans ces conditions que ceux qui contractent des MST choisissent de consulter des guérisseurs traditionnels plutôt que d'aller dans des services formels qui offrent des soins coûteux et de mauvaise qualité. Au Nigéria, l'organisation de programmes d'éducation sur les MST pour les élèves, et de formation de pharmaciens et de médecins privés au traitement des ces maladies chez les adolescents a accru la consommation des services MST parmi les élèves sexuellement actifs et réduit l'incidence de ces maladies (chapitre 5).

Intégrer les programmes de la seconde chance aux programmes courants

Certains pays ont mis en place des program-

mes qui visent à atténuer les effets des résultats indésirables du développement humain chez les jeunes ; ce sont des programmes de réhabilitation/réinsertion, des programmes de traitement des jeunes souffrant de maladies transmissibles et des programmes de recyclage pour ceux qui ont abandonné leurs études. Dans bien des cas, comme ces programmes sont d'une portée modeste et n'ont aucun lien entre eux, ils risquent en fait d'être des opérations parallèles très coûteuses. Pire encore, ils ne permettent pas toujours aux jeunes de réintégrer les cursus classiques.

La coordination est fondamentale. L'équivalence des diplômes par exemple permet à ceux qui ont abandonné leurs études de suivre des cours qui finalement leur donneront l'équivalent d'un diplôme primaire ou secondaire. Même sans le parchemin, le fait d'obtenir des qualifications équivalentes sera utile. Le programme d'éducation des enfants défavorisés (UCEP) au Bangladesh aide les jeunes de 10 à 16 ans qui ont quitté l'école primaire. Le but est de leur donner une formation de trois ans pour les orienter ensuite vers des programmes professionnels gérés par l'UCEP. Les études montrent que l'UCEP, qui a accueilli 36 000 élèves en 2002, a des coûts unitaires à peu près équivalents à ceux du système scolaire classique (20 dollars par an environ). Au niveau tertiaire, le système des *community colleges* des États-Unis, initialement conçu pour offrir une seconde chance aux adultes, est maintenant de plus en plus utilisé comme un programme de la seconde chance par les jeunes diplômés des établissements du second degré — les trois quarts des élèves en rattrapage sont inscrits dans les *community colleges*.

Les programmes classiques doivent être flexibles afin d'éviter que les erreurs des phases initiales ne se transforment en handicaps permanents. Certains pays orientent des élèves de 10 ans à peine vers différentes écoles offrant des programmes individualisés (*ability schools*), tandis que d'autres maintiennent des programmes scolaires plus généraux. Une étude récente sur 18 pays, qui compare les résultats obtenus par ces élèves à des tests internationaux normalisés de niveau secondaire, conclut que le dépistage précoce des élèves est non seulement un facteur d'inégalité devant l'éducation (il n'y a pas de rattrapage malgré les tris opérés), mais qu'il peut aussi peser sur les résultats des enfants³⁹.

Réinsertion et responsabilité

La réinsertion est très coûteuse, mais elle est surtout profitable pour les jeunes qui ont toute une vie productive en potentiel devant eux. Quant à ceux qui commettent des crimes

ou des délits très jeunes, il faut leur apprendre à assumer les conséquences de leurs actes sans les conduire à perdre espoir. Beaucoup de ces jeunes — dont certains n'ont fait que des incartades relativement mineures, et d'autres sont simplement sans foyer — sont souvent incarcérés avec des criminels endurcis. Aux États-Unis, où plus de 10 000 adolescents vivent dans des prisons pour adultes, la rigueur des conditions d'incarcération se traduit par des taux de récidive élevés (chapitre 7). L'enseignement de portée générale que l'on peut tirer de ces constats est que les conséquences doivent être à la mesure de la gravité du délit et que les programmes doivent faciliter la réinsertion des jeunes afin de leur permettre de jouer un rôle positif et productif dans la société.

Certaines interventions (chapitre 7) permettent de parer aux capacités limitées des systèmes judiciaires. Tel est le cas du programme Justice mobile des Philippines, dans le cadre duquel les juges se déplacent dans les pénitenciers du pays pour accélérer le processus des jugements. Pour remplacer la justice *punitiv*e traditionnelle, plus de 80 pays proposent des programmes de justice *réparatrice*, qui favorisent la réinsertion. Ces programmes offrent aux victimes l'occasion de rencontrer leurs agresseurs pour décider d'un plan de réparation. Le plus connu de tous est le programme sud-africain Vérité et réconciliation, institué après l'apartheid.

Des jeunes participent de façon active à des conflits dans toutes les régions du monde : selon les estimations établies, plus de 300 000 jeunes de moins de 18 ans prennent part à un conflit armé et 500 000 sont incorporés dans des forces militaires ou paramilitaires⁴⁰. Les données d'expérience concernant les programmes de désarmement, démobilisation et réhabilitation montrent que les jeunes combattants peuvent reconstruire leur vie en temps de paix. Les ex-combattants ont à l'évidence besoin d'une formation pour les préparer à la vie après les conflits, mais ils ont aussi besoin de soutien médical et psychosocial pour surmonter les traumatismes qu'ils ont subis. Les jeunes ex-combattantes peuvent avoir des besoins distincts, qui ne sont pas toujours pris en compte dans les programmes conçus pour les soldats.

Tout programme de soutien comporte ce que les économistes appellent un aléa de moralité. Si un individu sait qu'il existe un programme public ou une assurance qui permettra d'atténuer les conséquences d'un comportement de prise de risques, il pourra être tenté de prendre plus de risques qu'il n'est nécessaire. Certains craignent que la possibilité de bénéficier d'une thérapie antirétrovirale ne risque d'amener les jeunes à prendre moins de précautions. De fait, au Kenya, l'utilisation des préservatifs a diminué lorsque le

Gouvernement a annoncé qu'il était possible de « guérir » le sida⁴¹. Certes, la solution n'est pas de dénier une seconde chance telle que le traitement — ce qui serait contraire à l'éthique et anti-économique. Elle consiste au contraire à incorporer des incitations qui encouragent les individus à conserver un comportement de précaution, même s'ils suivent un traitement. Les programmes qui renforcent les aptitudes et les secondes chances ont de plus meilleures chances de succès.

Les programmes de formation professionnelle qui s'adressent aux jeunes déscolarisés illustrent bien ce concept. Dans un certain nombre de pays, ces programmes ne passent en général pas les tests coûts-avantages. Mais lorsque la formation est offerte dans le cadre d'un programme global qui offre aux bénéficiaires les incitations et les informations nécessaires pour trouver un emploi — tels que les services de placement, les services d'orientation et la formation tout au long de la vie —, les résultats obtenus sont plus satisfaisants. Les programmes Jovenes en Amérique latine, qui ciblent les jeunes défavorisés du groupe d'âge de 16 à 29 ans, peuvent avoir des effets très positifs sur l'employabilité et le niveau des salaires. La formation est parfois coûteuse aussi, mais les coûts supportent bien la comparaison avec d'autres programmes de développement du capital humain pour les jeunes (chapitre 4).

Aller de l'avant

Les principales possibilités d'action préconisées dans le Rapport — classées en fonction des lentilles jeunesse que sont les opportunités, les capacités et les secondes chances — sont récapitulées dans le tableau 1. Pour certaines actions ou certains programmes, un redéploiement des ressources s'imposera. C'est le cas en particulier pour les recommandations qui préconisent de veiller à la qualité des formations dispensées afin de développer les qualifications de base des adolescents et des jeunes adultes à une période où les pouvoirs publics continuent d'insister sur les objectifs quantitatifs pour les enfants. Dans les pays où les objectifs quantitatifs et qualitatifs sont déjà atteints, la priorité est d'élargir l'accès à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur, notamment en stimulant la demande d'éducation.

Les dépenses publiques ne peuvent à elles seules donner la solution du problème. Les programmes d'action doivent encourager les jeunes, leurs parents et leur communauté à investir en eux-mêmes. Le Rapport décrit les défaillances des marchés, des institutions et des politiques qui contribuent à instaurer un climat défavorable pour les investissements dans le capital humain que représentent les jeunes. La bonne nouvelle, c'est que les réformes qui permettent de corriger ces défaillan-

« Concernant le fait que « la jeunesse fait la différence dans les communautés », il me semble que la valeur des jeunes est sous-estimée partout. Les jeunes sont très efficaces dans la réalisation des projets de développement de proximité avec des moyens limités. Étant donné qu'ils interviennent au niveau local, ils peuvent aisément réaliser un projet sans avoir à faire face à la bureaucratie des organisations et parce que, bien souvent, ils ont aussi une faible base de coûts. »

Shasheen, 20 ans,
Australie
Juin 2006

Tableau 1 Objectifs, orientations, actions et programmes des pouvoirs publics

Offrir aux jeunes davantage d'opportunités de développer leur capital humain		Développer les capacités des jeunes en tant qu'acteurs décisionnels		Offrir des secondes chances pour gérer les conséquences des erreurs de parcours à un stade précoce de l'existence	
Objectifs de l'action gouvernementale	Actions et programmes publics	Objectifs de l'action gouvernementale	Actions et programmes publics	Objectifs de l'action gouvernementale	Actions et programmes publics
Les jeunes doivent aborder l'adolescence avec un acquis de base pour poursuivre leurs études et maîtriser les aspects pratiques de la vie	<p>Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire</p> <p>Universaliser l'accès au premier cycle du secondaire</p> <p>Revoir les systèmes éducatifs rigides pour diversifier les programmes et intégrer les compétences de la vie (e.g., Réforme chilienne de l'éducation)</p> <p>Motiver les enseignants avec des incitations</p> <p>Lever les contraintes du côté de la demande pour les filles en recrutant des enseignantes, en améliorant l'environnement scolaire</p> <p>Aligner le salaire minimum sur les réalités du marché</p>	<p>Les jeunes doivent avoir une maîtrise suffisante des ressources qui influent sur les décisions touchant les chances de la vie</p> <p>Les jeunes doivent disposer d'informations suffisantes et précises sur leurs besoins en capital humain et les contraintes qui sont les leurs ; il faut des programmes pour remédier à ces contraintes</p> <p>Soutenir la prise de décision en reconnaissant l'identité, et fournir des incitations pour encourager les changements de comportement</p>	<p>Bourses ciblées basées sur le mérite et les besoins, et subordonnées aux résultats (e.g., Programme bangladais d'indemnités de subsistance aux filles du cycle secondaire)</p> <p>Microcrédit pour les jeunes.</p> <p>Prêts sous conditions de ressources (e.g., Australie, Thaïlande)</p> <p>Campagnes d'information, d'éducation et de communication basées sur l'école (Kenya)</p> <p>Programme Better Life Options (Inde)</p> <p>Programme d'orientation professionnelle (e.g., Programme philippin pour les travailleurs expatriés)</p> <p>Réforme des programmes scolaires pour mettre l'accent sur l'acquisition des compétences non cognitives</p> <p>Faire participer les élèves aux prises de décisions</p> <p>Transferts monétaires subordonnés aux résultats obtenus (e.g., programme Oportunidades du Mexique)</p> <p>Taxation des cigarettes</p>	<p>Permettre aux jeunes de regagner un accès aux services qui préservent et développent le capital humain</p> <p>Donner espoir à ceux qui ont commis des crimes/délits ou qui ont combattu dans des conflits armés</p>	<p>Programmes fondés sur la demande qui aident les jeunes à réintégrer les systèmes d'éducation classiques (e.g., équivalence des diplômes)</p> <p>Traitement du VIH/SIDA pour les jeunes</p> <p>Programmes de recyclage adaptés à la demande de travail (e.g., programmes Jovenes en Amérique latine)</p> <p>Programmes de justice réparatrice et de réhabilitation/réinsertion efficaces par rapport aux coûts (e.g., programmes vérité et réconciliation, Roumanie, Afrique du Sud)</p>
Les jeunes doivent entrer dans la vie active au bon moment, et être mobiles pour accumuler des qualifications de niveau plus élevé	<p>Lever les obstacles à la mobilité (e.g., assouplir les règles trop rigides de protection de l'emploi, les réglementations relatives au lieu de résidence)</p>				
Tous les jeunes doivent avoir le droit à la parole dans la vie civile	<p>Reconnaître les jeunes comme parties prenantes importantes dans les institutions publiques et comme entités juridiques (e.g., consultations sur la politique à adopter au Ceará, Brésil)</p>				

ces ne sont pas nécessairement plus coûteuses pour les deniers de l'État que l'investissement direct. La mauvaise nouvelle, c'est qu'elles impliquent parfois des arbitrages politiques difficiles. Par exemple, la rentabilité des investissements dans les jeunes augmenterait si des réformes étaient engagées dans les secteurs du commerce et du marché du travail pour déployer le capital humain de façon plus efficace en ouvrant davantage la concurrence —, mais cela pourrait menacer les travailleurs plus âgés, qui voudront conserver leurs acquis. Les programmes qui augmentent les capacités et offrent des secondes chances peuvent aussi être sujets à controverse. Pour certaines sociétés, c'est courir un risque que de laisser les décisions entre les mains des jeunes, ou il est trop coûteux de remédier aux conséquences des mauvaises décisions, même si les jeunes n'en sont pas responsables.

Si les sociétés doivent mobiliser des ressources économiques et politiques pour promouvoir les réformes, elles devront résoudre trois problèmes (chapitre 9) :

- *Améliorer la coordination et l'intégration avec la politique nationale.* De par leur nature même, les problèmes des jeunes

couvrent plusieurs secteurs alors que la plupart des mesures qui visent à agir sur ces problèmes sont circonscrites à des secteurs particuliers (encadré 5). Dans ces conditions, la coordination relève de la gageure. Les pays qui ont obtenu des résultats sont ceux qui ont élaboré à l'intention des jeunes un plan d'action national cohérent auquel tous les ministères adhèrent. Ce plan d'action doit être bien intégré dans la planification et la budgétisation de la politique nationale (comme les processus de réduction de la pauvreté) et non pas considéré comme une série de programmes autonomes gérés par des ministères de la jeunesse surchargés, qui manquent de crédits et qui seraient plus efficaces en tant qu'organes de coordination.

- *Donner davantage de moyens d'expression.* Le manque de moyens d'expression des jeunes signifie qu'ils ne peuvent constituer une force agissante pour promouvoir les réformes. Les parents ne représentent pas les vœux et les aspirations des jeunes adultes comme ils le font pour leurs enfants plus jeunes. Mais les jeunes n'ont pas toujours la possibilité de représenter leur cause

dans les tribunes publiques ou manquent de confiance en eux-mêmes pour le faire. Il faut les encourager à participer plus pleinement à la vie publique. Les gouvernements et les autres organismes publics doivent apprendre à communiquer avec les jeunes, rendre leurs programmes plus attrayants pour ce groupe d'âge, et exploiter leurs énormes talents pour les associer en tant que partenaires à l'organisation des services.

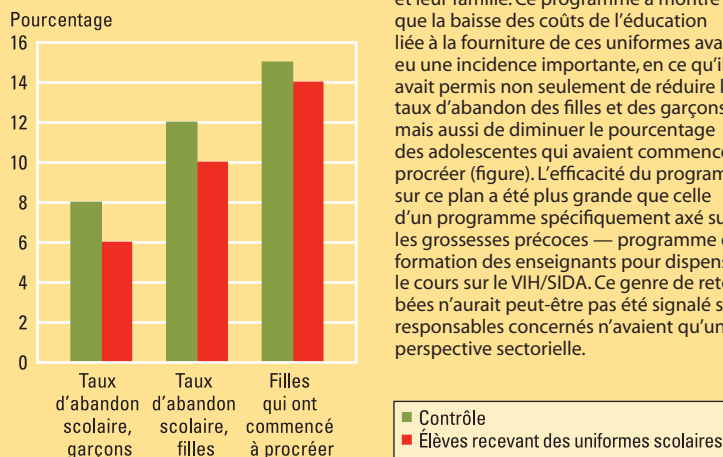
- *Mettre davantage l'accent sur l'évaluation.* Faute d'une évaluation rigoureuse, les programmes et politiques élaborés à l'intention des jeunes peuvent souffrir d'un manque de crédibilité, même si la plupart d'entre eux sont prometteurs. Ce problème a rendu la préparation de ce rapport particulièrement difficile. Des études telles que celle dont il est question dans l'encadré sont assez rares. Pour remédier à cette lacune, il faut renforcer les capacités de l'appareil de l'État et instaurer des incitations afin d'encourager les responsables concernés à sélectionner les programmes sur la base de critères reposant sur des données objectives. Les politiques et programmes mentionnés dans le tableau 1 incluent non seulement ceux qui ont fait l'objet d'une évaluation rigoureuse, mais aussi ce qui sont jugés prometteurs par les professionnels. Sinon, le tableau serait plutôt maigre.

Certaines des questions soulevées dans ce Rapport ne seront peut-être jamais résolues. Après tout, ce n'est pas d'aujourd'hui que les parents se plaignent de leurs adolescents (et vice-versa). Certains des problèmes sont inhérents à la transformation que subit l'enfant pour parvenir à l'âge adulte. Mais le Rapport identifie aussi d'autres

ENCADRÉ 5 *Chacun sur son trente et un, avec un endroit où aller à Bungoma et Butere-Mumias*

La distribution d'uniformes scolaires dans les districts de Bungoma et Butere-Mumias au Kenya n'a pas seulement fait baisser les taux d'abandon scolaire — elle a aussi retardé les grossesses parmi les adolescentes

Un essai randomisé récent au Kenya avait pour but d'évaluer un programme multisectoriel offrant des incitations aux jeunes en leur fournissant des uniformes scolaires, qui étaient une charge coûteuse pour eux et leur famille. Ce programme a montré que la baisse des coûts de l'éducation liée à la fourniture de ces uniformes avait eu une incidence importante, en ce qu'il avait permis non seulement de réduire les taux d'abandon des filles et des garçons, mais aussi de diminuer le pourcentage des adolescentes qui avaient commencé à procréer (figure). L'efficacité du programme sur ce plan a été plus grande que celle d'un programme spécifiquement axé sur les grossesses précoces — programme de formation des enseignants pour dispenser le cours sur le VIH/SIDA. Ce genre de retombées n'aurait peut-être pas été signalé si les responsables concernés n'avaient qu'une perspective sectorielle.



Source: Duflo et al. (2006).
 Note : Les différences entre les groupes de traitement et les groupe de contrôles sont statistiquement significatives.

sujets de préoccupation concernant le développement du capital humain des jeunes ; si ces problèmes sont ignorés, ils peuvent compromettre l'ensemble du processus de développement. Fort heureusement, il y a des centaines et des centaines d'exemples qui montrent que les jeunes, avec le soutien de programmes d'action rationnels et des institutions de qualité, s'en sont non seulement sortis, mais aussi qu'ils se sont épanouis dans tous les sens du terme, contribuant de la sorte à éclairer l'avenir de toutes les générations.

Notes

* Toutes les citations ont pour source les consultations menées avec des jeunes aux fins du présent rapport (voir Mangiaterra et Vollmer, 2006, www.worldbank.org/consultations) à l'exception de la citation des jeunes gens du Maroc, page 7 (Narayan et Petesch 2006) ; et de la citation de Flor de Maria, Pérou, page 9 (Finalists' Essay International Youth Essay Competition 2006, Banque mondiale). www.essaycompetition.org).

1. Cette fourchette comprend ceux que l'Organisation des Nations Unies reconnaît officiellement comme «jeunes», le groupe de 15 à 24 ans, ainsi que ceux que beaucoup classent comme adolescents. La fourchette élargie est nécessaire pour nous permettre d'examiner les transitions de la puberté au travail à plein temps.
2. Banque mondiale (1990) et (2001).
3. Banque mondiale (2005b).
4. National Research Council and Institute of Medicine (2005) p. 73.
5. Acemoglu (2003).
6. Banque mondiale (2005d).
7. Cohen et Bloom (2005).
8. Banque mondiale (2004b). Dans une étude longitudinale célèbre des bidonvilles (favelas) de Rio de Janeiro, l'anthropologue Janice

Perlman relève que les jeunes qui y vivent étaient plus instruits que leurs parents mais sans avoir des emplois nettement meilleurs. À la fin des années 60, les parents prévenaient leurs enfants que s'ils ne restaient pas à l'école ils finiraient comme éboueurs. En juillet 2003, la ville a organisé un concours pour le recrutement de 400 éboueurs et a reçu 12 000 demandes. Les candidats devaient avoir un diplôme de l'enseignement secondaire (Perlman (2005)).

9. Bloom et Canning (2004).
10. D'ici à 2050, 4 personnes sur 10 proviendront de la cohorte actuelle des 12 à 24 ans, de leurs enfants ou petits-enfants. Voir Lam (2006).
11. Bell, Devarajan et Gerbasch (2006) p. 80.
12. Voir Banque mondiale (1993). Les estimations précises varient, mais cette étude attribue un tiers environ du taux de croissance des tigres d'Asie de l'Est entre 1960 et 1985 à de solides investissements dans l'enseignement primaire.
13. De Ferranti et al. (2003).
14. Bell et al. (2004), p. 44.
15. Behrman et al. (2005).
16. Abeyratne (2004).

17. Un examen plus exhaustif figure dans l'encadré 2.1.
 18. UNESCO (2004).
 19. Au nombre des exemples figurent les Tendances dans l'étude internationale des mathématiques et des sciences et les tests du Programme international de recherche en lecture scolaire.
 20. Garces, Thomas et Currie (2000) ; Glewwe, Jacoby et King (2001) ; Kagitcibasi, Sunar et Bekman (2001).
 21. UNESCO (2005).
 22. Banque mondiale (2005c).
 23. Les mesures d'appui à la croissance sont examinées en long et en large dans d'autres études et ne le sont donc pas ici. Pour un point récent sur ces études, voir Banque mondiale (2005a).
 24. Bloom et Canning (2004).
 25. Banque mondiale (2003).
 26. Kabeer (1999) et Sen (1985).
 27. Ministère de la santé et Bureau des statistiques générales du Viet Nam, UNICEF et OMS (2005).
 28. Cáceres et al. (1994) ; et Egleeston et al. (2000).
 29. Banque mondiale (2004a).
 30. Centre pour le développement des activités de population (CEDPA) (2001).
 31. De Ferranti et al. (2003) p. 97.
 32. Jacoby et Skoufias (2002).
 33. Arends-Kuenning et Amin (2000).
 34. Jimenez et Lockheed (1989).
 35. Akerlof et Kranton (2000).
 36. Gruber et Zinman (2001) et Banque mondiale (2005b).
 37. Hahn et Leavitt (2003).
 38. Si ces travaux de recherche ont été pour l'essentiel menés dans des pays développés tels que l'Allemagne, les résultats expérimentaux sont robustes dans divers contextes. Voir Dohmen et al. (2005).
 39. Hanushek et Wößman (2005)
 40. Singer (2005) et Stohl (2001).
 41. Jha et al. (2001)
- Références**
- The word "processed" describes informally reproduced works that may not be commonly available through libraries.
- Abeyratne, Sirimal. 2004. "Economic Roots of Political Conflict: The Case of Sri Lanka." *World Economy* 27(8):1295–314.
- Acemoglu, Daron. 2003. "Patterns of Skill Premia." *Review of Economic Studies* 70(2):199–230.
- Akerlof, George, and Rachel Kranton. 2000. "Economics and Identity." *Quarterly Journal of Economics* 115(3):715–53.
- Arends-Kuenning, Mary, and Sajeda Amin. 2000. "The Effects of Schooling Incentive Programs on Household Resource Allocation in Bangladesh." New York: Population Council Policy Research Division, Working Paper 133.
- Behrman, Jere R., John Hoddinott, John A. Maluccio, Erica Soler-Hampejsek, Emily Berhman, Reynaldo Martorell, Agnes Quisumbing, Manuel Ramirez, and Aryeh D. Stein. 2005. "What Determines Post-school Skills? Impacts of Pre-School, School Years and Post School Experiences in Guatemala." University of Pennsylvania, International Food Policy Research Institute, Middlebury College, Emory University and INCAP-Guatemala. Philadelphia, P.A. Processed.
- Bell, Clive, Ramona Bruhns, and Hans Gersbach. 2006. "Economic Growth, Education and Aids in Kenya Model: A Long-run Analysis." Background paper for the WDR 2007.
- Bell, Clive, Shantayanan Devarajan, and Hans Gersbach. 2006. "The Long-run Economic Costs of AIDS: A Model with an Application to South Africa." *World Bank Economic Review* 20(1):55–89.
- Bell, Clive, Hans Gersbach, Ramona Bruhns, and Dagmar Volker. 2004. "Economic Growth, Human Capital and Population in Kenya in the Time of AIDS: A Long-run Analysis in Historical Perspective." University of Heidelberg. Heidelberg. Processed.
- Bloom, David E., and David Canning. 2004. "Global Demographic Change: Dimensions and Economic Significance." Cambridge, Mass.: Harvard Initiative for Global Health Working Paper Series 1. Available on line at http://www.hsph.harvard.edu/pgda/working/working_paper1.pdf.
- Cáceres, Carlos F., Anna M. Rosasco, Jeffrey S. Mandel, and Norman Hearst. 1994. "Evaluating a School-based Intervention for STD/AIDS Prevention in Peru." *Journal of Adolescent Health* 15(7):582–91.
- Centre for Development and Population Activities (CEDPA). 2001. *Adolescent Girls in India Choose a Better Future: An Impact Assessment*. Washington, D.C.: Center for Development and Population Activities (CEDPA).
- Cohen, Joel, and David E. Bloom. 2005. "Cultivating Minds: Educating All Children is not only Urgent but also Feasible within the Next Few Years." *Finance and Development* 42(2):8–14.
- De Ferranti, David, Guillermo E. Perry, Indermit Gill, J. Luis Guasch, William F. Maloney, Carolina Sánchez-Páramo, and Norbert Schady. 2003. *Closing the Gap in Education and Technology*. Washington, D.C.: World Bank.
- Dohmen, Thomas, Armin Falk, David Huffman, Uwe Sunde, Jürgen Schupp, and Gert Wagner. 2005. "Five Facts about Risk Attitudes: Evidence from a Large, Representative, Experimentally-Validated Survey." Institute for the Study of Labor (IZA). Bonn. Processed.
- Duflo, Esther, Pascaline Dupas, Michael Kremer, and Samuel Simeu. 2006. "Education and HIV/AIDS Prevention: Evidence from a Randomized Evaluation in Western Kenya." Harvard University. Cambridge, Mass. Processed.
- Egleeston, Elizabeth, Jean Jackson, Wesley Rountree, and Zhiying Pan. 2000. "Evaluation of a Sexuality Education Program for Young Adolescents in Jamaica." *Revista Panamericana de la Salud Publica* 7(2):102–12.
- Fares, Jean, Claudio E. Montenegro, and Peter F. Orazem. 2006. "How are Youth Faring in the Labor Market? Evidence from Around the World." Background paper for the WDR 2007.
- Garces, Eliana, Duncan Thomas, and Janet Currie. 2000. "Longer Term Effects of Head Start." Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research Working Paper Series 8054.
- Glewwe, Paul, Hanan G. Jacoby, and Elizabeth M. King. 2001. "Early Childhood Nutrition and Academic Achievement: A Longitudinal Analysis." *Journal of Public Economics* 81(3):345–68.
- Gruber, Jonathan, and Jonathan Zinman. 2001. "Youth Smoking in the United States: Evidence and Implications." Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research Working Paper Series 7780.
- Hahn, Andrew, and Tom Leavitt. 2003. *Joined-Up Government. Coordination and Collaboration Opportunities to Strengthen Multi-Sectoral Youth Policy Implementation in Jamaica*. Washington, D.C.: World Bank.
- Hanushek, Eric A., and Ludger Wößmann. 2005. "Does Educational Tracking Affect Performance and Inequality? Differences in Dif-

- ferences Evidence across Countries.” Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research Working Paper Series 11124.
- Jacoby, Hanan G., and Emmanuel Skoufias. 2002. “Financial Constraints on Higher Education: Evidence from Mexico.” World Bank and IFPRI. Washington, D.C. Processed.
- Jensen, Robert. 2006. “Do the Perceived Returns to Education Affect Schooling Decisions? Evidence from a Randomized Experiment.” John F. Kennedy School of Government, Harvard University. Cambridge, Mass. Processed.
- Jha, Prabhat, Lara M. E. Vaz, Francis A. Plummer, Nico J. D. Nagelkerke, Bridget Willbond, Elizabeth N. Ngugi, Stephen Moses, Grace John, Ruth Nduati, Kelly MacDonald, and Seth Berkley. 2001. “The Evidence Base for Interventions to Prevent HIV Infection in Low and Middle-Income Countries.” Geneva: Commission on Macroeconomics and Health Working Paper Series WG 5 Paper 2.
- Jimenez, Emmanuel, and Marlaïne E. Lockheed. 1989. “Enhancing Girls’ Learning Through Single-Sex Education: Evidence and a Policy Conundrum.” *Educational Evaluation and Policy Analysis* 11(2):117–42.
- Kabeer, Naila. 1999. “Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women’s Empowerment.” *Development and Change* 30(3):435–64.
- Kagitcibasi, Cigdem, Diane Sunar, and Sevda Bekman. 2001. “Long-term Effects of Early Intervention: Turkish Low-Income Mothers and Children.” *Applied Developmental Psychology* 22:333–61.
- Lam, David. 2006. “The Demography of Youth in Developing Countries and its Economic Implications.” Background paper for the WDR 2007.
- Mangiaterra, Vivianna, and Gerold Vollmer. 2006. “Youth Consultations for the WDR 2007: Synthesis Report of Country and Grassroots Consultations.” Background paper for the WDR 2007.
- National Research Council and Institute of Medicine. 2005. *Growing Up Global: The Changing Transitions to Adulthood in Developing Countries*. Panel on Transitions to Adulthood in Developing Countries. Cynthia B. Lloyd, ed. Committee on Population and Board on Children, Youth, and Families. Division of Behavioral and Social Sciences and Education. Washington, D.C.: The National Academies Press.
- Narayan, Deepa, and Patti Petesch. 2006. “Moving out of Poverty: Some Preliminary Results.” World Bank, PRMPR. Washington, D.C. Processed.
- Parker, Susan. 2003. “Evaluación de Impacto de Oportunidades sobre la Inscripción Escolar: Primaria, Secundaria y Media Superior.” Mexico, D.F.: Secretaria de Desarrollo Social, Documento de Investigación 6.
- Perlman, Janice E. 2005. “Policy Roundtable on the Policy Implications of Rio Favela Re-Study.” Paper presented at the World Bank Policy Roundtable on the Policy Implications of Rio Favela Re-Study. June 9. Washington, D.C.
- Sen, Amartya. 1985. “Well-being, Agency and Freedom, The Dewey Lectures 1984.” *Journal of Philosophy* 82(4):169–221.
- Singer, Peter Warren. 2005. *Children at War*. New York, NY: Pantheon Books.
- Stohl, Rachel. 2001. *Global Report on Child Soldiers Released*. Washington, D.C.: Center for Defense Information.
- UNESCO. 2004. *Global Monitoring Report 2005. Education for All: The Quality Imperative*. Paris: UNESCO.
- . 2005. *World Education Indicators 2005*. Paris: UNESCO, Institute for Statistics.
- United Nations. 2005. *World Population Prospects: The 2004 Revision (CD-ROM)*. New York: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Vietnam Ministry of Health and General Statistics Office, UNICEF, and WHO. 2005. *Survey Assessment of Vietnamese Youth*. Hanoi: Government of Vietnam.
- Walker, S. P., S. M. Grantham-Mcgregor, C. A. Powell, and S. M. Chang. 2005. “Effects of Early Childhood Psychosocial Stimulation and Nutritional Supplementation on Cognition and Education in Growth-stunted Jamaican Children: Prospective Cohort Study.” *Lancet* 366(9499):1804–7.
- World Bank. 1990. *World Development Report 1990: Poverty*. New York: Oxford University Press.
- . 1993. *World Bank Policy Research Report 1993. The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy*. New York: Oxford University Press.
- . 2001. *World Development Report 2000/01: Attacking Poverty*. New York: Oxford University Press.
- . 2003. *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*. New York: Oxford University Press.
- . 2004a. *Addressing HIV/AIDS in East Asia and the Pacific*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2004b. *World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone*. New York: Oxford University Press.
- . 2005a. *Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2005b. *Global Monitoring Report*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2005c. *Republic of Uruguay. Policy Notes. Report No. 31338-UY*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2005d. *World Development Report 2006: Equity and Development*. New York: Oxford University Press.